

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 60 F ; 6 mois : 30 F
pli fermé : 90 F et 45 F
Abonnements de soutien :
partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 338
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
29 mai au 11 juin 1981

« Sens du possible », « modération », « rigueur » :

Seule la révolution est réaliste !

Le gouvernement PS a promis quelques concessions à la classe ouvrière. Mais attention, il faut avoir « la préoccupation du possible », déclare Delors. Surtout,

pas de « maximalisme » lance Maire en écho, du « réalisme » ! Assurément, « pas de surenchère », répondent en écho Séguéy et Krasucki.

Les promesses faites par le PS seraient-elles donc si extraordinaires ? Le SMIC à 3.400 F ne ferait que compenser le retard de 28,6 % pris ces dernières années de « lutte syndicale responsable » ! Les 35 heures signifieraient une diminution du temps de travail de 13 % rattrapable en 2 à 3 années de gain de productivité !

Nous sommes les derniers à cracher sur de telles revendications, pour lesquelles nous luttons. Mais admettons même que nous puissions les obtenir tout de suite. Qui peut vivre avec 3.400 F par mois ? Et faut-il rappeler que l'on travaille aujourd'hui en gros 40 h comme en 1938, alors que depuis cette date, la productivité a augmenté de près de 500 % ? Naturellement, une partie a été donnée à la classe ouvrière sous forme de salaires, directs ou indirects, mais cela ne fait même pas une augmentation de 100 %. Ce n'est donc pas la retraite à 60 ans tout de suite, ni la cinquième semaine de congés (qu'on promet) ni même le salaire intégral aux licenciés, le SMIC aux chômeurs ou 800 F tout de suite pour tous (qu'on se garde

bien de promettre) qui combleront l'énorme différence !

Cette différence, ce sont les capitalistes qui l'ont empêchée. Elle s'est transformée en un luxe effarant et insultant, en machines qui épuisent plus vite les ouvriers, en contremaitres, CRS et juges, psychologues et pompiers sociaux pour assurer l'« ordre public » ! Et que vienne à nouveau la crise, c'est cette infime partie de l'effort productif, ces miettes d'une prospérité faite de sang et de sueur des prolétaires, qui seront comme aujourd'hui remises en cause.

La politique de Giscard-Barre consistait à reprendre les miettes une à une, non sans précautions, mais ils n'avaient vraiment pas la manière. Mitterrand-Delors-Maire prétendent l'avoir, eux : faisons des concessions sur quelques points populaires, proposent-ils, et nous pourrions mettre à profit la confiance qui en résultera pour obtenir « volontairement » les sacrifices indispensables pour « gagner la guerre économique ».

L'atout de ces larbins du capital réside en ce que la classe ouvrière, endormie par de longues années de défaite et de pros-

DANS CE NUMERO

- Tactique communiste et gouvernements de gauche
- Pour que revive la Commune !
- Irlande, Chine, Espagne, Venezuela
- Pour un parti d'action révolutionnaire

périté, n'a pas encore repris confiance en ses propres forces : tentons l'expérience du calendrier du PS et des petits pas réalistes, s'il est encore possible d'éviter la lutte, semble-t-elle penser.

Nous savons, nous, communistes révolutionnaires, que le temps est encore aux illusions, mais que la lutte ouverte et directe est inévitable, à terme, même si le calendrier du PS commence à s'appliquer, car les capitalistes n'attendront pas longtemps pour chercher à reprendre des deux mains ce qu'ils auront lâché du bout des doigts. La lutte est nécessaire aujourd'hui pour refuser les contreparties des concessions, à savoir la pilule de l'explo-

(Suite page 5.)

Farce électorale — Acte III —

Avec les élections des 14 et 21 juin, le nouveau gouvernement PS cherche à se donner une majorité capable de lui assurer la « légitimité démocratique » nécessaire pour mener sa politique de « rigueur » et d'« effort », moyennant quelques concessions sociales destinées à désamorcer une éventuelle révolte contre l'offensive du capital.

Les communistes révolutionnaires ont définitivement abandonné le recours à la tactique parlementaire et considèrent la participation aux élections comme une entrave à la lutte prolétarienne. Leur abstention électorale est donc militante.

Ils appellent les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe à dénoncer et à combattre la fonction particulière de pompiers sociaux que le gouvernement de gauche ajoute à celles de tous les autres gérants de l'impérialisme français. Mais ils pensent qu'il faut faire davantage pour le démasquer aux yeux des masses prolétariennes. Cela se fera en effet dans le vif de la lutte pour les revendications pressantes.

Les communistes révolutionnaires appellent donc les prolétaires d'avant-garde à agiter ces revendications de la classe. Non seulement celles sur lesquelles le gouvernement « socialiste » s'est cru obligé de faire des promesses (35 heures, salaires, retraite, etc.), mais aussi les autres : plein salaire aux licenciés, ressources pour les chômeurs, titularisation sans condition de tous les hors-statuts, abolition du contrôle de l'immigration, indépendance des DOM-TOM, retrait des troupes d'Afrique et d'Allemagne, libération de tous les prisonniers politiques et sociaux, abolition de toute limitation au droit de grève, etc.

Ils appellent aussi les ouvriers combattifs à préparer sans attendre et en toute indépendance de classe par rapport aux appareils collaborationnistes, qui ont désormais un pied dans le gouvernement, les luttes qui viendront inévitablement dès que l'ivresse — d'ailleurs toute relative — des illusions électorales se dissipera et que des secteurs entiers de la classe ouvrière chercheront à obtenir par la lutte ce qu'ils avaient espéré en vain pouvoir obtenir par les urnes.

Les 35 H tout de suite !

On a dit longtemps dans le second après-guerre qu'en France les travailleurs étaient plus concernés par les revendications sur le salaire que par la réduction du temps de travail. Mais depuis plusieurs années, avec l'augmentation de l'intensité du travail, l'éloignement par rapport au lieu de travail, les transports exténuants, la revendication des 35 heures est devenue assez populaire chez les travailleurs pour obliger à peu près toutes les forces de la gauche à l'inscrire au moins en paroles dans leurs programmes. Aussi le PS comme le PC, la CGT et la CFDT sont-ils aujourd'hui « pour les 35 heures ». Encore, la CFDT avait-elle déjà mis une sourdine à la veille du second tour, pour ne pas embarrasser ses amis du PS : elle ne demandait plus que de vagues « négociations par branches » et l'augmentation du taux des heures supplémentaires, pour dissuader les patrons ! (*Syndicalisme* du 7 mai 1981).

Mais comment les uns et les autres envisagent-ils ces trente-cinq heures ?

1) Les trente-cinq heures « progressivement » et suivant un calendrier. Ceci permet aux entreprises d'augmenter la productivité, c'est-à-dire l'intensité du travail et la fatigue pour le travailleur, et ainsi, de ne pas réduire leurs profits.

2) Les 35 heures, mais en en profitant pour « briser le carcan de la loi de 1936 »,

(Suite page 7.)

Le PS annonce la couleur

Il est clair que le but du PS n'est pas de défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais de l'appâter par des concessions pour la faire mordre à l'hameçon de la soumission aux

Le capitalisme est éternel !

Au cours de la campagne pour les présidentielles, Mitterrand ne s'est pas contenté de dire et de redire qu'il ne voulait pas d'un changement de société. Il a expliqué sa doctrine. Elle tient en un mot : il est anticommuniste.

Quelques jours avant le second tour, il a tenu à dissiper les dernières craintes de ceux qui auraient pu voir en lui un partisan du « collectivisme ». Ce « maître-mot » de ses adversaires, il en a fait l'historique pour les lecteurs du *Nouvel Observateur* : « Le concept est apparu il y a bien longtemps, alors que toute une classe sociale, celle des travailleurs, du prolétariat était exploitée, humiliée, agressée. Elle vivait sans espoirs et sans perspectives. Et elle rêvait. Elle imaginait, évidemment, comme solution à ses problèmes une société idéale qui serait l'exacte antithèse de ce qu'elle subissait : le profit n'y jouerait plus aucun rôle, chacun produirait des biens que tous partageraient en un équilibre harmonieux ». Tout cela relève d'une « vision utopique ». Il est vrai, admet Mitterrand, « que les premiers chrétiens imaginaient eux aussi la cité parfaite ».

Mais la cité parfaite n'est pas plus viable que la société idéale. Heureusement rien n'est perdu : il reste Mitterrand et son socialisme à la française (à ne pas

confondre avec la social-démocratie à l'anglaise ou à l'allemande, qui, elle, a déjà fait la preuve qu'elle n'a pas « atteint la société capitaliste dans son véritable pouvoir de décision économique »).

Mitterrand veut autre chose. Il suffit de lire l'interview qu'il a donnée à *Paris-Match* pour s'en convaincre.

« Question : Lorsque l'on dit que votre élection signifierait un changement de société, vous semblez agacé.

Réponse : Non, pas agacé... J'ai dit d'une façon très tranquille que je ne me mêlais pas de cette casuistique : changer la société, changer de société. [...] Si on m'accuse comme on l'a fait du côté droit, de vouloir une société collectiviste, j'observe qu'on dit cela de tout homme de gauche depuis bientôt un siècle et demi. On l'a dit de Jaurès et de Blum, c'est rassurant ».

Et le journaliste a eu la gentillesse de rappeler à Mitterrand que Defferre avait dit de son côté : « Nous resterons dans une société de liberté, dans une économie de marché ».

Mitterrand, Blum, Jaurès, Defferre, même combat : la gestion du capital !

Eviter l'explosion sociale !

Rocard lui non plus n'y va pas par quatre chemins quand il faut expliquer les choses. Lui qui se reconnaît sans mal

comme un « socialiste de droite » dévoile crûment la fonction de la social-démocratie. « Si l'aveuglement de la peur et du conservatisme provoquait la réélection du candidat sortant, expliquait-il dans le même numéro du *Nouvel Observateur* (5 mai 1981) tout juste avant donc le second tour, tout s'arrêterait et, pourtant, sous le couvercle de la marmite dont la soupape aurait ainsi été bloquée, tout continuerait à bouillir ».

L'élection de Giscard aurait compromis la paix sociale : « Je devine dans cette éventualité un futur immédiat d'anxiété, de révolte et de refus — une fois passé l'accablement de la nouvelle ». On comprend la joie de Rocard le 10 mai...

Consensus et sacrifices !

Comme si cela ne suffisait pas, pour expliquer son programme, le PS a mobilisé Mendès France, l'homme de l'austérité : « Une politique de rigueur, d'organisation ou de programmation volontariste, de planification véritable, a expliqué Mendès au Club de la Presse d'Europe 1, lui qui était contre le SMIC à 2.400 F en 1978, ne peut aboutir dans un pays comme la France, qu'avec le consentement et le soutien de l'opinion publique, de la masse du pays, ce que certains appellent le

(Suite page 4.)

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles** : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Aix-en-Provence** : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● **A Arles** : vente sur le marché du boulevard des Lices tous les samedis, de 11 h à 12 h.

● **A Avignon** : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● **A Caen** : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble** : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 7 et 21 juin, 5 et 19 juillet, etc.

● **Au Havre** : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans** : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval** : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille** : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon** : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 6 et 20 juin, 4 et 18 juillet, etc.

● **A Nantes** : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris** : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Rouen** : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix** : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg** : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulon** : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 24 mai, 7 et 21 juin, etc.

● **A Toulouse** : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 7 et 21 juin, 5 et 19 juillet, etc.

● **A Valence** : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourges-Valence, place de la Liberté, soit les 7 et 21 juin, 5 et 19 juillet, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne** : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

Correspondance

● Réactions à l'élection de Mitterrand (région de Lille)

Nos militants et sympathisants ont senti autour d'eux que l'atmosphère changeait dans la dernière semaine de la campagne électorale. Le débat télévisé du 5 mai a retenu toutes les attentions. Il semble que le système du deuxième tour, avec sa « bipolarisation », soit un bon moyen de motiver l'électorat.

Cependant, personne n'osait donner Mitterrand vainqueur. Nous avons même eu des informations (bruits de couloirs de la Mairie de Lille) montrant que les socialistes n'y ont cru que dans les tout derniers jours.

Parallèlement, nulle part dans la région on n'a senti une quelconque montée des luttes ouvrières, même contre les licenciements, qui n'ont pas cessé.

Les « explosions de joie » du 10 mai dont on a parlé ont bien eu lieu, à Lille comme à Roubaix, mêlant la petite bourgeoisie (de 68, écolos, « Libé »...) à l'électorat plus « populaire » du PS.

Les réactions que nous avons eues autour de nous dans les jours qui ont suivi sont très « mêlées ». Il y a autant de scepticisme que d'illusions... Les travailleurs qui s'intéressent un peu aux luttes sont contents de la victoire de Mitterrand mais ne débordent pas d'enthousiasme. Les couches les moins « aguerries » (employés par exemple) montraient dans les premiers jours de réelles illusions (« les 35 heures, on va les avoir maintenant »). Après les interventions des syndicats (surtout de Maire), les illusions retombent peu à peu... D'autre part, la plupart des travailleurs pensent que Mitterrand va devoir gouverner avec le PCF...

● A Segré (Maine-et-Loire) l'exploitation par le logement

Dans un tract d'avril, le comité de chômeurs de Segré (Maine-et-Loire) appelle à lutter contre les menaces d'expulsion, et montre comment le capitalisme s'y prend pour exploiter les ouvriers aussi par le biais du logement :

« A l'ouverture des mines de fer de Segré, les patrons de ces dernières ont construit de nombreuses cités, Bois I, Bois II, Brege à proximité du centre d'extraction. Charmant à 10 km était plus réservé aux immigrés et aux « fortes têtes ». La cité de Segré était plus destinée en principe aux retraités, enfin ceux qui arrivent à lutter contre la silicose.

[...]

Les mineurs se sont battus pour obtenir une amélioration de leurs conditions de vie, c'est à la suite de ces luttes qu'ils ont obtenu la « gratuité » du logement pour toute leur vie (statut du mineur). Tout l'équipement de cette cité a été construit par les mineurs sur leur temps de repos, école, salle des fêtes et même la chapelle avec l'aide et l'encouragement du curé du coin. Les matériaux fournis par la mine (quelle grandeur d'âme !).

Les chefs mineurs et les ingénieurs ont leurs maisons à l'écart dans le petit bois avec leur salle de fêtes à eux, leur tennis et leur terrain de boules. Il y a quelque temps, gare aux enfants de mineurs qui allaient s'aventurer par là !

LE RECYCLAGE

A partir de 1970 les patrons décident de réduire l'effectif des mineurs [...]. Dans le même temps des travaux d'amélioration sont entrepris dans les cités : tout-à-l'égout en 75, w.-c. et baignoire sont installés dans les maisons en 78, des abris sont également construits dans les courtes devant les maisons.

Quand la mine tournait à plein régime, que les puits dégueulaient le minerai, que des centaines d'ouvriers mineurs se battaient contre le roc au risque de leur vie, pour pouvoir manger et nourrir leur famille, les patrons les logeaient dans des maisons sans le minimum de confort et présentaient cela aux ouvriers comme un avantage. Aujourd'hui que la mine va fermer, les maisons sont modernisées. La méfiance des mineurs était bien justifiée. Aujourd'hui beaucoup de maisonnettes sont à vendre, beaucoup sont achetées, 7 à 8 millions l'unité,

certaines par des mineurs ! Quelle victoire pour les patrons...

Celles qui sont habitées par les retraités sont aussi à vendre, le jour où le choix d'un acquéreur se portera sur celle-là, que se passera-t-il ? L'école du Bois II, vendue, sera transformée en usine ! La salle des fêtes est à vendre (et la chapelle ?). Tous ces bâtiments construits par des mineurs vont rapporter un sérieux bénéfice.

S'ORGANISER POUR DEFENDRE NOS INTERETS DE CLASSE

A nous, ouvriers, de défendre notre intérêt de classe ouvrière. Les ouvriers mineurs ne doivent pas acheter leur maison, ils l'ont payée 100 fois pendant qu'ils se font ou se faisaient exploiter, que leurs femmes accouraient au retentissement de la sirène annonçant l'accident, toujours à se demander si ce n'était pas le tour de leurs maris, de leurs frères, de leurs fils ! Que les mineurs qui veulent rester dans leur maison les gardent aussi longtemps qu'ils vivront (cela faisait partie du contrat d'embauche !). Mais pour cela, il faut s'organiser, créer un comité de défense ouvrière, ne pas laisser le marchand de biens, le notaire approcher, défendre son intérêt de classe, faire face à ces vautours ».

Souscription permanente

LISTE N° 10

Grenoble : 535 F ; Paris : 300 F ; Un lecteur : 0,50 F.

« Solidarité Algérie » : Un ami d'Algérie : 400 F ; Paris : 1.650 F.

A la permanence de Paris : 100 F, 4 F ; « Communisme ou Civilisation » : 1.000 F.

Total	3.989,50 F
Total précédent	59.140,00 F
Total général	63.129,50 F

(Suite p. 8.)

Vie du Parti

● Libération des militants guadeloupéens, guyanais et martiniquais

Prolétaires, camarades,

Toute la mascarade électorale ne suffira pas à nous convaincre que le « nouveau régime » — de droite ou de gauche — en finira avec la crise, l'exploitation et la répression bourgeois. Elle ne suffira pas à nous faire croire qu'on va en finir avec l'oppression impérialiste sur les disant « DOM-TOM » !

A l'heure des grands discours, la répression impérialiste et le joug racial du colonialisme français n'ont pas diminué, tout au contraire ! En Martinique, deux militants de Combat ouvrier (Maugée et Beaujour) sont emprisonnés depuis mars à Fort-de-France pour « recel de malfaiteurs ». On les accuse en fait de s'être portés solidaires des jeunes inculpés de l'affaire Schoelcher, qui s'étaient vengés des attaques racistes qu'ils avaient subies.

En Guadeloupe, quatre militants du GLA (Reinette, Gambi, Mado, Jean-Baptiste) ont été arrêtés fin mars et déferés à Paris devant la Cour de Sécurité de l'Etat. C'est pour le même motif, « attentats par explosifs, association de malfaiteurs... », qu'on avait déjà incarcéré cinq militants guyanais indépendantistes en juillet 80. Tous, depuis, sont emprisonnés à Paris.

Après les matraquages, les fusillades des CRS et de tous les mercenaires à la solde de l'impérialisme français, les juges frappent à leur tour. Ces condamnations ne font que s'ajouter à celles qui tombent tous les jours sur tous ceux qui se révoltent contre l'oppression coloniale, travailleurs, militants, et ceux qui manifestent leur solidarité aux victimes, par centaines et par milliers. Dernièrement, plus de 3.000 manifestants à Pointe-à-Pitre se sont mobilisés contre le transfert en métropole des militants du GLA.

Se révolter contre l'ordre impérialiste intolérable, voilà un crime dont nous devons ici, travailleurs et militants, nous porter tous solidaires ! Cette révolte n'est pas une lutte locale et marginale même si aujourd'hui elle est encore largement isolée d'une riposte en métropole. C'est aussi notre lutte contre l'adversaire commun qui frappe ici et là-bas !

C'est aussi à nous de manifester activement notre solidarité de classe avec toutes

les victimes de la trique impérialiste, en revendiquant leur libération immédiate. A nous de briser leur isolement et de ne pas les laisser croupir dans les geôles de notre propre Etat !

C'est à nous aussi de reprendre les exigences de leur lutte : impérialisme français hors des DOM-TOM ! Non au contrôle de l'immigration ! Egalité des droits pour les travailleurs immigrés ici !

Dans cette lutte, nous n'avons rien à attendre des partis de gauche ici. Pouvons-nous croire à leurs proclamations de solidarité alors qu'ils défendent toujours la France « éternelle », après leur complicité directe dans les interventions coloniales ? Ont-ils proposé autre chose qu'une « autonomie dans le cadre de la République » ? Nous tromperont-ils avec leur vague promesse d'indépendance concédée gratuitement par l'impérialisme ?

Quant aux directions syndicales, elles font tout le contraire de préparer les travailleurs ici à s'opposer à l'état d'exception qui pèse sur nos frères immigrés, à saboter les interventions impérialistes. Travailleurs, militants,

C'est à nous de reconstruire notre force de classe en luttant contre toutes les discriminations entre nationalités, contre tout brigandage de notre propre Etat. A nous de resserrer les rangs en préparant des grèves de solidarité avec les luttes de nos frères des DOM-TOM et pour libérer les emprisonnés. C'est à nous de répondre par la lutte contre notre Etat et le social-chauvinisme, aux sacrifices de nos camarades.

Libération immédiate de tous les détenus des DOM-TOM !

Levée de toutes les inculpations !

Impérialisme français hors des DOM-TOM !

Vive la solidarité prolétarienne internationale !

(Tract du parti - Avril 81)

● Nouvelles publications

EL PROLETARIO N° 11

Le n° 11 du supplément pour l'Amérique Latine de El Programa Comunista vient de paraître.

L'éditorial montre que le mouvement prolétarien latino-américain est inséparablement lié au mouvement ouvrier international. On peut noter des articles sur

l'épopée des mineurs boliviens, sur les luttes ouvrières et paysannes au Brésil, sur les racines de la violence au Salvador, sur la Pologne. Deux articles théoriques : l'un concerne le mythe de la « révolution populaire », l'autre confirme le caractère impérialiste de l'URSS. Un article polémique est consacré aux épigones brésiliens du guévarisme. Enfin le bulletin présente l'objectif et le contenu du Manifeste international du Parti, qui vient de paraître en italien et en français et sera traduit en plusieurs langues.

W Polsce tak samo

WALKA KLASY ROBOTNICZEJ

Cette brochure de 42 pages, intitulée « En Pologne aussi : la lutte de la classe ouvrière », contient la traduction en polonais des principaux articles publiés depuis l'été dernier dans Le Prolétaire sur les luttes ouvrières et la situation en Pologne.

Nous invitons nos lecteurs à profiter de toutes les possibilités et de tous les contacts pour la faire circuler parmi les intéressés.

Commandes au journal : 5 F.

il programma comunista

N° 10 - 23 mai 1981

L'action du parti aux différents niveaux et dans les différentes situations — Le martyrologue irlandais continue — Les enjeux au Liban — Giscard passe la main à Mitterrand — A propos des référendums du 17 mai : tout finit par des hymnes à la gloire du parlement — Sur les tâches de la révolution communiste mondiale — Lutte de classe, parti révolutionnaire et action militaire — Vie du parti : compte rendu du rapport politico-organisateur à la RG des 3 et 4 avril — Les luttes ouvrières au Brésil : un premier bilan — El Salvador : les racines de la violence — Grande-Bretagne : lois et ordre contre les immigrés — Les Fedayins iraniens face à la guerre Iran-Irak : Vive le défaitisme révolutionnaire... des autres ! — Italdiser de Bagnoli : les ouvriers s'opposent à toute modification de l'échelle mobile — Consultation populaire ou défense ouvrière ? — etc.

Réunions publiques

● A Lyon

Le vendredi 5 juin, à 20 h 30,
MAJO de Villeurbanne
2, imp. Métral - Métro République

● A Nantes

Le vendredi 5 juin, à 20 h 30,
Centre social des Bourderies,
rue de Saint-Brévin

● A Strasbourg

Le vendredi 5 juin, à 20 h 30,
Maison des Syndicats,
1, rue Sédillot

● A Angers

Le samedi 6 juin, à 20 h 30,
Salle des Cours municipaux,
place Saint-Eloi

● A Lille

Le mercredi 10 juin à 20 h 30
au Centre social du Centre ville
à Villeneuve d'Ascq

Leçons des présidentielles :

Les pompiers sociaux sont arrivés

Agitation sociale en Chine

Nous avons récemment fait état de l'agitation sociale en Chine (voir *Le Proletaire* n° 329 du 6 février 1981). A ce qu'on peut lire dans la presse occidentale, il semble que les journaux chinois soient obligés de lever aujourd'hui un coin du voile sur une situation qui exige, à n'en pas douter, les explications d'experts en sinologie moderne et même en psychologie orientale, tellement elle est peu habituelle...

Figurez-vous qu'on parle de déficit de la balance extérieure, de ralentissement de la production, d'inflation, de chômage — il y aurait entre 20 et 26 millions de chômeurs —, de « *malaise économique* », etc. Et, fait étrange, même en Chine les difficultés économiques se traduisent par des difficultés sociales et politiques...

Depuis l'explosion de la bombe qui a fait dix morts à la gare de Pékin le 20 octobre 1980, des attentats et des épisodes de violence armée ont été signalés dans 22 des 27 provinces, c'est-à-dire dans l'ensemble du pays. C'est ainsi que le 25 mars dernier, le journal local de Taiyang, grande ville du Shanxi, près de la capitale, a annoncé la condamnation à mort de deux jeunes gens accusés d'avoir volé des armes et des munitions et d'avoir tué neuf personnes, dont des policiers et des soldats. Les deux jeunes ont refusé l'aide d'avocats et auraient eux-mêmes assuré leur défense « *avec beaucoup d'astuce* ». Pour le journal cité, un tel fait « *démontre que, malgré le changement de ligne du parti, la lutte de classes n'est pas complètement éteinte et que, dans certaines zones, elle devient même plus aiguë* ». Vraiment surprenant !

Un des numéros récents de la revue théorique du PCC, *Hong Qi*, révèle que « *les villes grandes et moyennes* », viennent d'être troublées par des désordres et même des émeutes, mais le phénomène n'aurait impliqué « *qu'un pourcentage extrêmement réduit de la population* ». La revue ajoute qu'au demeurant de tels désordres sont « *inévitables dans un grand*

pays comme la Chine » ! On se console comme on peut.

La gamme de ces désordres est extrêmement variée. On parle d'agitation politique qualifiée d'« *anarchiste petite-bourgeoise* », qui s'opère par *dazibaos*, tracts ou revues clandestines, et qui s'en prend par exemple à la « *classe bureaucratique* » qui « *opprime les ouvriers et les paysans* », et cela en Chine, pensez donc ! Il y a aussi l'effervescence qui grandit dans les universités, où les étudiants réclament de façon tout à fait curieuse les libertés d'organisation et de presse. On parle encore d'agitation parmi les minorités nationales qui réagissent — comme c'est étrange — à l'oppression de l'administration centrale.

Un exemple caractéristique de désordre est donné par le mouvement des 30.000 jeunes qui vivent en résidence forcée dans la région désertique du Xinjiang, en Asie centrale. Ceux qui sont retournés à Shanghai se sont vu refuser le permis de séjour qui conditionne l'emploi et l'obtention des rations de céréales et de coton. Il faut savoir que tout travailleur est gratifié en Chine d'une telle carte de séjour, tout comme les travailleurs immigrés ici, mais en Chine, tous les Chinois sont des immigrés...

En fait, ce sont des millions de jeunes qu'on envoie en service para-militaire dans des régions frontalières, où ils sont supposés apprécier fortement la solitude et les conditions de vie du désert, et qui se voient interdire le retour dans les villes où le chômage atteint déjà un niveau jugé explosif.

Autre type de désordre, vraiment particulier à la Chine, les grèves, récemment signalées dans cinq provinces : Guangdong, Heilongjiang, Hubei, Shanxi et Sichuan, et dans deux grandes villes, Shanghai et Wuhan. A l'origine des mouvements, il y a, chose bizarre, le mécontentement provoqué par l'inflation.

Cependant, petit à petit, des revendications plus politiques prennent corps.

C'est ainsi qu'un journal de Wuhan s'inquiète qu'un groupe de jeunes ouvriers se soit mis en tête de se « *soustraire à la direction du parti* » et de « *créer des syndicats indépendants* ». Selon un journal de Hong-Kong favorable au gouvernement chinois, *Jingbao*, une étude menée par l'Académie des sciences sociales de Pékin indiquerait qu'existe aujourd'hui en Chine une situation politique et sociale pouvant provoquer... « *des difficultés de type polonais* ».

Et il n'est pas sûr, aux dires d'un journal bourgeois de nos contrées, que Deng Xiaoping puisse « *éliminer les grèves et les protestations avec les armes de la propagande idéologique et de la persuasion* » et qu'il ne doive pas « *subir toujours davantage la pression des forces armées qui poussent à adopter une politique de répression dure et sans discrimination* ». La politique chinoise est de plus en plus indéchiffrable !

Il est significatif dans ces conditions que le PCC ait l'intention de cesser de faire référence à la « *dictature du prolétariat* » pour caractériser l'Etat chinois, et de parler tout simplement de dictature « *démocratique* » ou « *populaire* ». Nous ne pouvons que nous en féliciter pour la lutte de classe, car tous les mystères de la politique chinoise disparaîtraient d'un coup.

Pour grande qu'ait été en effet la révolution chinoise en détruisant le féodalisme et en repoussant l'impérialisme à la mer, les conditions politiques existant à l'échelle internationale ne lui ont pas permis de faire autre chose qu'un Etat national bourgeois, surtout après la terrible défaite du prolétariat chinois en 1926-27, et l'ont donc empêchée de dépasser le stade du capitalisme, surtout si l'on songe à l'arriération économique de ce vaste pays.

La révolution prolétarienne reste à faire, et on peut faire confiance au prolétariat chinois qui est en train de se réveiller : il se montrera à la hauteur !

Barbarie impérialiste en Irlande

4 grévistes de la faim sont déjà tombés dans leur généreuse révolte contre la barbarie de l'impérialisme britannique.

Ces crimes ont provoqué la réaction violente de groupes d'ouvriers et de jeunes catholiques de l'Ulster, qui ont bravé l'isolement aussi bien que l'énorme dispositif de répression mis en place par l'Angleterre.

Dans cette situation terrible, l'IRA multiplie les appels au calme et lance comme mot d'ordre : « Chaque gréviste de la faim qui meurt sera remplacé aussitôt par un autre ».

Tout cela montre le besoin urgent de briser l'isolement politique dans lequel les faux dirigeants ouvriers maintiennent les valeureux prolétaires d'Irlande, dont ils appuient la répression systématique.

Seule la reprise de la lutte directe contre l'impérialisme anglais en Grande-Bretagne même permettra de desserrer les mâchoires de l'oppression, et de dépasser aussi, dans les rangs des ouvriers irlandais, les limites et l'impuissance de sa direction nationaliste-démocratique !

VIENT DE PARAITRE :

De la crise

de la société bourgeoise
à la révolution communiste
(Manifeste du PCI, 1981)

Commandes au journal : 6 F

Révolte de la faim en Andalousie

Une vague de grèves de la faim a commencé le 22 avril dans le village de Marinaleda (2.500 habitants, 90 % de journaliers, 700 chômeurs, une allocation de chômage de 12 F par semaine), pour exiger du gouvernement une aide aux chômeurs sous la forme d'« *emplois communautaires* », c'est-à-dire de travaux publics. Puerto Serrano, Paterna de la Rivera, Teba, Osuna, Los Corrales, Labrija, Espiel, Villanueva, etc., ont adhéré à ce mouvement. Les chiffres officiels parlent de plus de 90.000 journaliers soumis à un chômage chronique et dont la seule ressource est l'« *emploi communautaire* ».

La situation du chômage à la campagne s'est aggravée depuis la crise de 1975. Les transformations dans la campagne andalouse, avec la modernisation de la culture, avait déjà « *libéré* » d'énormes masses de prolétaires qui avaient été grossir les rangs du prolétariat de Barcelone et, surtout, de France, de Suisse, d'Allemagne et de Belgique. La crise internationale a fermé cette issue en faisant de l'Andalousie une véritable poudrière, à laquelle s'ajoute la mécanisation croissante de la campagne et la diminution des terres à louer.

Les sursauts, jusqu'ici contenus, du prolétariat agricole andalou sont chroniques, et la bourgeoisie a une claire conscience de leur caractère explosif, aujourd'hui comme dans les années trente, lorsque des révoltes ont été étouffées dans le sang par la deuxième république. Il y a quelques années, le dirigeant socialiste Mùgica déclarait que la « *démocratie espagnole joue son avenir en Andalousie* ». En tout cas, aujourd'hui, l'Andalousie constitue, avec le Pays Basque, la région la plus explosive de l'Espagne. Le potentiel de révolte des masses prolétariennes andalouses est d'autant plus grand qu'il ne s'agit pas d'une région purement agricole : de véritables centres industriels, comme Cadix, sont nés après la guerre. En 1978, le licenciement en masse des ouvriers des chantiers navals a provoqué des mutineries généralisées et des batailles rangées avec les forces de répression.

Jusqu'ici, les syndicats officiels ont sur-

tout réussi à isoler et à dissocier la lutte des ouvriers de l'industrie (qu'ils contrôlent) de celle des journaliers agricoles. Pendant ce temps, le SOC (Syndicat ouvrier de la Campagne, d'origine maoïste et actuellement dans la mouvance « *nationaliste andalouse* ») qui a une grande influence dans le milieu des journaliers développait une démagogie effrénée et impuissante. Il préconisait des « *réformes* » à négocier entre les forces « *régionalistes* » et le gouvernement central pour donner aux chômeurs l'accès à la terre et « *créer des emplois* » grâce à des « *plans de développements* ». En faisant croire qu'on pouvait résoudre le problème du chômage et de l'expropriation des propriétaires fonciers sous le régime capitaliste, ces maoïstes repentis et « *nationalistes andalous* » en gestation n'ont fait que s'efforcer de calmer une révolte chronique. Le président du SOC, Diamantino, déclarait à *Cam-bio 16* (n° 437) être opposé à la violence et avoir l'intention d'« *éteindre ces foyers d'incendie et d'éviter des affrontements inutiles* », et il accusait l'« *emploi communautaire* » d'« *entretenir des fainéants et des mauvais sujets* » (*ibidem*).

Le prolétariat agricole andalou, véritable prolétariat sans réserves à l'état pur, a apporté à la classe ouvrière d'Espagne sa tradition de révolte vieille de plus de deux siècles. L'appui actif du prolétariat industriel à sa lutte n'est pas seulement la reconnaissance d'une dette historique, mais une exigence vitale pour la soudure de deux détachements essentiels de la classe ouvrière et la lutte pour la défense aujourd'hui de ses conditions de vie, et demain de la révolution.

Lisez et diffusez
EL PROGRAMA COMUNISTA
EL PROLETARIO
el comunista

Les « encapuchados », honneur du prolétariat vénézuélien

« *Depuis midi, les quartiers ouest de Caracas semblaient une zone en état de guerre : différents quartiers, surtout celui du 23 de Enero, étaient occupés par la police, tandis que sur certaines terrasses des « superblocs » se postaient des jeunes, dont certains portaient une cagoule. Dès lors on vit s'élever de petites colonnes de fumée produites par l'incendie de pneumatiques* ». C'est ainsi que le *Diario de Caracas* du 29 janvier commence un article intitulé « *Quatorze jours de désordres ont pris fin hier dans la capitale* ».

Le fait est que, après l'assassinat d'un mineur par la police et quelques jours plus tard d'un jeune enseignant par une patrouille de l'armée, les habitants des quartiers ouest de la capitale ont donné libre cours à leur haine de classe et se sont affrontés à la police durant deux semaines. La panique a été si forte parmi les bourgeois que lorsque le 29 janvier la police politique a procédé à un gigantesque coup de filet avec des perquisitions dans plus de 90 immeubles et l'arrestation de plus de 100 prolétaires, un autre quotidien, le *Burgués 2001* exprima sa joie en intitulant son éditorial « *Le 23 de Enero a été vaincu* », même si le lendemain il fut obligé de reconnaître à contre-cœur que dans le quartier « *vaincu* » sept écoles avaient été « *conquises* » par les rebelles.

Il y a maintenant plusieurs années que

les jeunes prolétaires des quartiers ouest de Caracas sauvent l'honneur du prolétariat vénézuélien, endormi dans les vapeurs du pétrole : ces jeunes gens (« *encapuchados* », c'est-à-dire revêtus d'une cagoule pour se protéger des gaz lacrymogènes ainsi que des délateurs et autres flics) ne laissent passer aucune attaque contre leur communauté sans descendre dans la rue et affronter directement les forces de répression, prouvant ainsi qu'ils ont assimilé la leçon du *red terror doctor Marx*, selon laquelle « *si la classe ouvrière cédaît par lâcheté dans ses conflits quotidiens avec le capital, elle se priverait elle-même de la capacité d'entreprendre telle ou telle lutte de plus grande envergure* ».

Quant à nous, nous considérons comme un résultat notable en soi le fait de maintenir en vie le flambeau de la révolte de classe. Malheureusement, l'absence de la direction de classe ne permet pas encore à ces explosions sociales de développer toutes leurs potentialités. Mais nous sommes sûrs qu'au sein de ces minorités est en train de mûrir la capacité de recueillir et d'assimiler le programme historique du communisme et que sur cette base les courageux « *fanatiques* » de la lutte de classe rejoindront les rangs du parti communiste mondial, en mettant leur enthousiasme et leur audace au service aujourd'hui de la préparation révolutionnaire, et demain de la révolution.

Pour la solidarité avec les emprisonnés de Blida

Nous invitons tous les camarades et sympathisants à reprendre de nouveau la diffusion du n° 13 d'EL-OUMAMI consacré au procès de nos militants et contacts emprisonnés en Algérie, ainsi que la diffusion de l'affichette 21 x 29,7 du parti intitulée : « *Libérez Benkhallat et ses camarades* ».

Nous invitons également tous les lecteurs qui veulent manifester leur solidarité sur la base la plus large à diffuser le bulletin n° 3 de RIPRA (Riposte à la répression en Algérie), en grande partie consacré aux emprisonnés de Blida, ainsi qu'une affiche 41 x 57 de RIPRA appelant à leur libération. Les commandes peuvent être adressées au siège du journal, qui dispose d'un quota de ce matériel, ou, directement, à RIPRA c/o Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Possibilisme...

« Nous préférons abandonner le tout à la fois pratiqué jusqu'ici et qui, généralement, aboutit à rien du tout, et fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, **immédiatiser** en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre **possibles**, au lieu de nous fatiguer sur place à marquer le pas. »

Voilà comment Paul Brousse énonçait il y a cent ans précisément, le 19 novembre 1881, le programme réformiste. Jules Guesde lui répliqua immédiatement : « Y aurait-il donc place, dans les rangs socialistes, pour un nouveau genre d'opportunisme ? ». Et il dénonça avec force l'**immédiatisme** et le **possibilisme** (les termes sont de lui) comme une trahison totale de la doctrine révolutionnaire. Quelques mois plus tard s'opéra la scission qui donna naissance au Parti Ouvrier Français.

Quels ravages le possibilisme n'a-t-il pas faits depuis !

Les maoïstes dans la majorité

Les maoïstes ne font pas mieux que les trotskystes. Bauby, secrétaire politique du PCML, s'est déclaré « prêt à participer aux contacts et rencontres qui auront lieu, dans les semaines à venir, entre les partis ayant appelé à combattre Giscard d'Estaing, afin de discuter des mesures allant dans le sens de la défense de l'emploi, des libertés et de la paix », la célèbre trilogie du PS, sans oublier la défense tous azimuts de l'impérialisme français (Le Monde du 17 mai).

« Le problème, c'est clair, n'est pas d'être irresponsable : mais on a trop entendu jouer sous Giscard l'air de l'austérité, pour accepter maintenant celui d'une modération sans conditions. » C'est le PCR qui parle, dans l'édition de Pour le socialisme n° 42.

« La gauche nouvelle » loin d'être « capable de porter une véritable alternative socialiste », cherche plutôt une capitulation... honorable !

Les trotskystes de majorité

Les élections présidentielles marquent un nouveau jalon dans la dégringolade des organisations d'extrême gauche et dans leur transformation en appendices de l'opportunisme traditionnel.

Les deux principaux partis trotskystes, OCI et LCR, ont joué à plein leur rôle de rabatteurs de voix pour le PS. Aussi le résultat des élections a-t-il été salué par eux comme une « victoire de l'unité » qu'ils ont passé plusieurs mois à invoquer. Dans le langage délirant de l'OCI, élections rime avec révolution : la victoire de Mitterrand « s'inscrit dans le processus de la révolution prolétarienne montante, dont les deux pôles sont la révolution sociale contre la bourgeoisie et la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires » ; elle est « une défaite de l'appareil international contre-révolutionnaire du Kremlin, que les masses lui ont infligé » (Informations Ouvrières n° 999).

Loin de s'opposer de toutes leurs forces, comme c'est le rôle du parti révolutionnaire, à tout gouvernement bourgeois (et le gouvernement PC-PS en serait un, puisqu'il serait un rouage de l'Etat actuel), OCI et LCR donnent un « appui critique » à la combinaison sortie des urnes. Krivine n'a pas craint de déclarer : « Nous faisons partie des trois composantes ouvrières de la majorité : PCF, PS, extrême gauche » (Le Monde du 21 mai). Adieu donc opposition ! La LCR établit une liste de revendications à satisfaire immédiatement, elle laisse entendre que c'est ce gouvernement qui doit les faire siennes. Ainsi pour les immigrés : « L'actuel gouvernement doit lutter consciemment contre tous les mesures discriminatoires, ouvertes ou insidieuses, qui frappent les immigrés dans tous les domaines de leur vie quotidienne et de leur travail » (Rouge n° 969). Tous derrière le gouvernement dans sa « lutte » contre... le patronat !

Le rôle que s'assigne la LCR est donc simplement de dispenser ses conseils aux deux autres « composantes ouvrières de la majorité » pour leur demander de former « un gouvernement de leurs seuls partis » et de ne pas dédaigner la mobilisation populaire, dans leur propre intérêt, car « une alliance au sommet qui ne s'appuie pas sur la participation de la classe ouvrière et des couches populaires, mobilisées dans l'unité à la base, ne peut que conduire à l'échec ». Et vice versa, et là la LCR se tourne vers les travailleurs, il n'y a pas de mobilisation possible sans unité au sommet des partis de gauche. Pas question, par conséquent, d'échapper à leur tutelle : « Pour organiser cette consultation populaire, cette mobilisation des travailleurs, il faut l'unité. En premier lieu l'unité du PS et du PC à la base et au gouvernement ». Loin de combattre la bonzerie syndicale, la LCR l'exhorte à rejoindre le combat commun de façon à renforcer son contrôle sur la classe ouvrière. La CGT a trop peu fait pour la chute de Giscard : « Elle doit se racheter pour regagner la confiance de beaucoup de travailleurs. Comment ? En s'engageant à consolider le succès du 10 mai, en prenant fait et cause pour un gouvernement sortant des législatives de juin, c'est-à-dire un gouvernement du PC et du PS, sans bourgeois gaulliste et radical ». Quant à elle, la LCR s'assigne pour tâche

de contribuer à souder le prolétariat au gouvernement, en suscitant à la base les « comités unitaires de vigilance et d'action » (selon le modèle du Front Populaire) qui devraient organiser la mobilisation en sa faveur et contre la droite.

La LCR identifie la politique bourgeoise avec celle de la droite. C'est pourquoi, lorsqu'elle se déclare « contre la collaboration de classes », c'est uniquement pour adjurer Mitterrand de ne pas gouverner avec les Jobert et les Crépeau : elle s'apprête ainsi à rejeter sur les potiches de droite la responsabilité de la non-satisfaction des revendications. Comme l'a déclaré le Comité Central de la LCR : « La Ligue communiste révolutionnaire ne donne aucun chèque en blanc à Mitterrand et à son gouvernement. Mais avec tous les travailleurs et travailleuses qui leur font confiance, elle sera au premier rang du combat contre les adversaires bourgeois du nouveau président de la République, contre l'opposition de droite à son gouvernement, contre les manœuvres des patrons et des banquiers » (Rouge n° 970).

C'est sans doute une manière de chercher à se démarquer des inévitables trahisons par le PS des illusions que les trotskystes ont puissamment contribué à alimenter ! Cela ne suffira pas quand il faudra rendre des comptes à la classe ouvrière !

Arlette La Palice...

« Si la défaite électorale de Giscard rend les travailleurs plus confiants, plus sûrs d'eux-mêmes, si cette confiance fait que les travailleurs se sentent plus forts face au patronat, et si la désillusion inévitable sur la politique de François Mitterrand ne conduit pas à la démoralisation, mais au contraire à la volonté de se défendre, alors oui, bien des choses pourront être différentes dans l'avenir » (Edito de Lutte Ouvrière du 16 mai).

Et si, et si... Mais il ne suffit pas de mettre les prolétaires en garde contre leurs illusions pour leur donner la force de combattre ! Encore faut-il leur donner des orientations de lutte, ce que LO se garde bien de faire...

Pourquoi un gouvernement de gauche ?

1914, 1936, 1945, 1956 : chaque fois que le PS est allé au gouvernement c'est dans une période de crise. En 14 la guerre, en 36 la crise sociale et la perspective de la guerre, en 45 la crise sociale à nouveau, en 56 la guerre d'Algérie.

Aujourd'hui l'ordre ne semble pas aussi immédiatement menacé : ni guerre ni grande crise sociale en cours. Cependant la politique est l'art de prévoir l'avenir et de s'y préparer. Nous ne sommes pas en 36, c'est vrai. Les ouvriers ne sont pas en grève et n'occupent pas les usines. Mais qui peut dire que la crise ne va pas aller en s'aggravant ?

Qui peut dire que la lutte de classe, endormie par des années de contre-révolution et d'expansion du capitalisme ne va pas reprendre brutalement sur une grande échelle ? Déjà les premiers signes de la reprise de la lutte apparaissent, à la périphérie du capitalisme développé, mais aussi à proximité immédiate. La Pologne n'est pas aussi éloignée de Paris qu'on pourrait le croire.

Les socialistes ont retenu au moins une leçon de Marx : ils savent que la société capitaliste est secouée par des crises de plus en plus violentes. Pourquoi n'essaieraient-ils pas d'empêcher la prochaine de se transformer en explosion généralisée et, pourquoi pas, en révolution ? Et pourquoi serions-nous les seuls à croire que celle-ci est possible ?

En tout cas la présence du PS au gouvernement montre que la bourgeoisie ren-

force son appareil de protection, de la même façon qu'elle le fait, par exemple, en Allemagne où la social-démocratie est déjà au pouvoir depuis plusieurs années.

De plus, loin de rester une hypothèse d'école, la guerre redevient une probabilité à moyen terme, sinon à court terme. L'invasion de l'Afghanistan a ébranlé la détente, la course aux armements s'amplifie, URSS et USA renforcent leur potentiel militaire en Europe. Cela aussi, les socialistes le savent : le capitalisme engendre la guerre comme la nuée porte

l'orage. Et qui mieux qu'eux peut préparer l'union sacrée ?

On peut penser qu'un gouvernement PS est, pour la bourgeoisie, un peu en avance sur la situation sociale, notamment à cause de la rigidité des institutions (qui ne prévoient de présidentielles que tous les sept ans), ce qui l'oblige à convaincre certains secteurs de la bourgeoisie de son utilité immédiate. Pour le prolétariat, le gouvernement PS représente un danger immédiat qui ne peut être contré que par une lutte intransigeante.

Le PS annonce la couleur

(Suite de la page 1)

consensus ». Et de façon encore plus explicite : « Pour que la classe ouvrière accepte les disciplines ou les patiences qu'on lui demandera, il faut qu'elle ait confiance dans le gouvernement ».

Ce que Le Matin traduisait de façon encore plus claire dans son compte rendu : « Seul un gouvernement de gauche peut faire accepter les disciplines ».

Conservons les amortisseurs sociaux !

Un autre qui ne manque pas de rassurer les patrons, c'est Delors. L'Usine

Nouvelle lui a demandé si une augmentation du SMIC ne compromettrait pas la compétitivité des entreprises : « Les socialistes », a répondu l'homme qui a la « préoccupation du possible », n'ignorent rien des conditions dans lesquelles les entreprises françaises de toutes tailles travaillent (...) Par conséquent, pour nous, en ce qui concerne la politique des salaires, le préalable c'est une concertation approfondie entre le gouvernement, les organisations patronales et les organisations syndicales, afin de discuter de la politique des salaires dans son ensemble. (...) Ce n'est qu'après cette vaste concertation et en fonction du bilan qui sera dressé de l'économie française (souligné par nous) que sera prise, assez rapidement, d'ailleurs, une première décision sur le SMIC ».

Le problème qui se pose aux spécialistes de la collaboration de classe c'est d'arriver à poursuivre tant bien que mal une politique sociale en période de crise. Au cours du débat qui a eu lieu sur ce thème précisément entre Delors et Stoléru (L'Expansion du 20 mars 1981), Delors a expliqué avec une franchise parfaite son point de vue : « Nous ne devons pas oublier que les systèmes de Sécurité sociale sont aussi (comment, aussi ?) sont, un point c'est tout, voyons) des amortisseurs de crise. En outre, a ajouté ce défenseur des travailleurs, ils entretiennent la force de travail... »

Clair, non ?

Le PS, l'Afrique du Sud et le Moyen-Orient

Ainsi, le PS s'est bruyamment prononcé pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Quelle hardiesse ! Même s'il a pris soin d'ajouter que, pour des raisons techniques, cela demanderait des délais...

Un doute vient cependant à l'esprit sur le désintéressement anticolonial d'une telle initiative. Le PS est quand même le parti de Defferre, dont la loi-cadre a soigneusement préparé la balkanisation de l'Afrique noire. C'est quand même le parti des guerres d'Indochine et d'Algérie, et de Mitterrand qui a mis en pratique la formule : « la seule négociation, c'est la guerre ! ». Et puis c'est lui qui a récemment reproché à Giscard son « manque de fermeté » au Tchad...

Un autre doute vient à l'esprit sur la sincérité antiraciste et anti-esclavagiste d'une telle attitude. Car c'est le même parti qui a reproché pendant toute la campagne électorale à Giscard de n'avoir pas appuyé les accords de Camp David et de n'avoir pas défendu avec tout le zèle nécessaire l'Etat-pied noir d'Israël, qui tient précisément sous la botte de la discrimination religieuse et nationale les masses palestiniennes, même si tous les Etats de la région l'aident aujourd'hui à réprimer les élans de révolte de ces masses opprimées.

C'est donc qu'il y a d'autres raisons que ces nobles principes au comportement du PS. En effet, il n'y a, de A jusqu'à Z, que des raisons sordides de défense et de consolidation de l'impérialisme français. Par exemple en Afrique australe, il aimerait bien augmenter l'influence de la France dans les Etats du front (Angola, Mozambique, Zimbabwé, future Namibie).

Même peint en rose, l'impérialisme reste l'impérialisme !

Soutenez le développement international de la presse du Parti
Souscrivez

Le PCF baisse d'un ton...

Le programme électoral du PC est un chef-d'œuvre de réalisme. On se souvient des 131 propositions, du SMIC à 3.300, des 35 h sans diminution de salaire, de la 5^e semaine, de la retraite à 60 ans. Cela fait partie du « programme général du Parti pour l'avenir », a dit Marchais au dernier Comité central.

En attendant, vu que « l'objet des élections prochaines est de mettre en place une majorité et un gouvernement nouveau qui aura pour tâche de faire franchir une première étape à la mise en œuvre de la politique nouvelle », il faut savoir patienter !

« C'est pourquoi, en vue de cette première étape, nous pensons qu'il convient

de proposer au pays un ensemble d'objectifs d'action gouvernementale, plus limités, objectifs dégagés du plan de lutte et fidèles à son orientation générale.

Ces objectifs pourraient concerner, par exemple, la lutte pour le plein emploi et contre le travail précaire, la lutte pour la justice sociale et l'amélioration de la vie des travailleurs, des travailleuses, des jeunes », etc. (L'Humanité du 16 mai).

Plus rien n'est chiffré. Tout est donc négociable ! Tout est révisable en baisse ! Même les revendications les plus pressantes !

Si donc, après les élections, le PC réaffiche ses objectifs démagogiques, les travailleurs sauront à quoi s'en tenir !

Les communistes et les gouvernements de gauche

Nous publions ci-dessous un extrait des Thèses sur la tactique adoptées au Congrès du PC d'Italie en 1922. Ces thèses étaient conçues comme une contribution à la discussion qui existait dans l'Internationale Communiste sur les difficiles questions de la tactique révolutionnaire. L'évolution tragique de

l'Internationale devait confirmer dans les années suivantes la pleine validité de ces Thèses que nous revendiquons entièrement et qui constituent pour notre parti un point de repère indispensable pour la tactique.

Le but de la gauche n'est nullement de faire un pas en avant pour atteindre un quelconque échelon intermédiaire entre le système économique et politique capitaliste et le système prolétarien. En général, ses revendications politiques tendent à créer de meilleures conditions de fonctionnement et de défense du capitalisme moderne, tant par leur contenu propre que par l'illusion qu'elles donnent aux masses de pouvoir faire servir les institutions présentes à leur émancipation de classe [...]. Cela vaut également pour les réformes d'ordre économique et social: ou bien elles ne seront pas réalisées, ou elles ne le seront qu'à la condition et dans le but de faire obstacle à la poussée révolutionnaire des masses.

Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeois ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas dans le sens qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et moins encore accordé au prolétariat

une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires. Le Parti communiste a le devoir de proclamer ce qu'il sait grâce non seulement à la critique marxiste, mais à une sanglante expérience: de tels gouvernements pourraient bien laisser sa liberté de mouvement au prolétariat aussi longtemps qu'il les considérerait et les appuierait comme ses propres représentants, mais ils répondraient par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois.

C'est donc dans un tout autre sens que l'avènement de tels gouvernements peut être utile, à savoir dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le Parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide

organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu l'expérience gouvernementale. [...]

Il est indéniable que le bloc de gauche agite des revendications intéressantes les masses et correspondant souvent, dans leur formulation, à leurs exigences réelles. Le Parti communiste ne négligera pas ce fait et ne soutiendra pas la thèse superficielle que de telles concessions sont à refuser, car seules les conquêtes finales et totales de la révolution méritent les sacrifices du prolétariat. Pareille proclamation n'aurait aucun sens, car son seul résultat serait de rejeter ce dernier sous l'influence des démocrates et sociaux-démocrates auxquels il resterait inféodé. Le Parti communiste invitera donc les travailleurs à accepter les concessions de la gauche comme une expérience sur l'issue de laquelle il exprimera les prévisions les plus pessimistes, insistant sur la nécessité pour le prolétariat de ne pas mettre en jeu son indépendance politique et d'organisation, s'il ne veut pas sortir ruiné de l'expérience. Il incitera les masses à exiger des partis sociaux-démocrates qu'ils tiennent leurs engagements, puisqu'ils se portent garants de la possibilité de réaliser les promesses de la gauche bourgeoise. Par sa critique indépendante et ininterrompue, il se préparera à recueillir les fruits du résultat négatif de ces expériences, dénonçant le front unique de toute la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire et la complicité des partis soi-disant ouvriers qui, soutenant la coalition avec une partie de la bourgeoisie, se font les agents de celle-ci.

Non à la tactique parlementaire !

Le recours à la tactique parlementaire est tout à fait dépassé, au moins dans les pays où l'accomplissement des tâches bourgeoises est achevé et, de façon plus générale, là où les élections ont pour fonction essentielle d'amortir les luttes sociales par l'illusion de l'alternance démocratique. Dans de telles conditions, la tactique électorale a pour effet de polariser et d'épuiser les énergies du parti dans des mobilisations dont le terrain et le moment sont entièrement décidés par l'adversaire; l'avantage, de moins en moins évident, de l'utilisation des parlements comme tribune révolutionnaire ne compense pas ces inconvénients, alors que la tactique abstentionniste rend au contraire plus claire la propagande antiparlimentaire de principe du communisme révolutionnaire.

Le refus des communistes de participer aux parlements-croupions, aux organes municipaux auxquels ne reste même plus l'ombre d'une autonomie locale, ou aux élections présidentielles, ne signifie nullement qu'ils s'abstiennent de la lutte politique et qu'ils renoncent à avancer des revendications même politiques vis-à-vis de l'Etat capitaliste.

Bien au contraire. Partisans de la conquête du pouvoir politique par l'entraînement des larges masses dans la lutte révolutionnaire, ils portent au cœur même des luttes quotidiennes de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres la conquête et la défense des conditions d'une lutte politique ample et vraiment large, à savoir les libertés de réunion, d'association, de presse écrite et parlée, de grève, etc.

(Extrait du Manifeste du Parti de la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste, p. 62.)

Kommunistisches Programm

A LIRE

- ★ La fonction de la social-démocratie en Italie, 1921, dans *Communisme et fascisme*.
- ★ Thèses de Rome du PC d'Italie, 1922, dans *Défense de la continuité du programme communiste*.
- ★ Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-38), dans *Programme communiste n° 72 et 73* (décembre 1976 et avril 1977).
- ★ Les leçons du Front populaire dans *Le prolétaire n° 227 et 228* (septembre-octobre 1976).
- ★ L'opposition inconditionnelle à tout gouvernement bourgeois dans *De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du PCI - 1981)*.

On peut se procurer les journaux, revues et brochures indiqués en passant commande ou en venant les demander à nos permanences.

Seule la révolution est réaliste !

(Suite de la page 1)

tation renforcée, de la division des rangs ouvriers, des entraves à la lutte de classe, cachée dans la confiture des promesses du gouvernement « socialiste ». Plus encore: les promesses elles-mêmes ne seront tenues que si le calendrier est sérieusement bousculé par la lutte prolétarienne! Sinon on trouvera toujours dans les « circonstances internationales » de bonnes raisons pour renvoyer leur réalisation, aux calendes grecques...

D'ailleurs, on annonce déjà la couleur. Comme le dit Maire, « le danger majeur est une débâcle économique à la suite d'une redistribution non maîtrisée » (*Le Monde* du 15 mai). Mais que peut donc avoir à défendre la classe ouvrière dans une société où la simple incertitude des capitalistes sur la future politique gouvernementale menace de faire s'effondrer la monnaie et avec elle, la compétitivité, pour laquelle on nous demande tant de sacrifices, bref la sacro-sainte « économie nationale »?

L'alternative qui devient de plus en plus concrète est la suivante: ou bien soumission aux intérêts du capital, ou bien préparation de la révolution communiste. Les revendications dont a besoin la classe ouvrière pour vivre sont « irréalistes », « impossibles à réaliser » sous le capitalisme? Eh bien, que crève le capitalisme! La dictature du prolétariat saura bien réorganiser la société pour les satisfaire! Elle saura bien, en mettant en commun toutes les ressources de la planète, en finir avec les crises, les guerres, la faim, la peur du lendemain, et permettre à l'humanité entière de jouir enfin des fruits de son travail!

Le « réalisme » révolutionnaire commande de préparer ce « rêve impossible » dès aujourd'hui. C'est la tâche des prolétaires d'avant-garde de s'y consacrer en aidant à la construction du parti communiste qui pourra, en opposition à tous les gouvernements bourgeois, organiser à partir des luttes de la classe ouvrière la force capable d'ouvrir une issue révolutionnaire à la crise internationale du capitalisme.

Mitterrand élu, passons sans attendre à la lutte pour nos revendications et préparons l'alternative révolutionnaire !

Toutes les sections du parti ont diffusé un tract daté du 13 mai donnant « Notre attitude vis-à-vis du gouvernement de gauche », et reprenant le contenu de l'éditorial du dernier numéro du Prolétaire. Certaines ont pu cependant réagir sans attendre. Voici un tract, diffusé le 12 mai par une de nos sections, et qui nous paraît particulièrement efficace.

Ainsi Mitterrand a été élu. Le ras-le-bol contre Giscard a été le plus fort. Les travailleurs qui ont voté pour le changement attendent maintenant de Mitterrand qu'il satisfasse leurs revendications.

Pendant les semaines qui viennent la « gauche » ne va pas être avare de discours: Mitterrand, Rocard, Mauroy (et même le PC s'il arrive à obtenir quelques strapontins gouvernementaux) vont nous chanter l'« espoir » sur tous les tons.

Faut-il les croire? Alors que tout l'appareil d'Etat (ses flics, ses juges, ses généraux) reste en place, alors que le PS est un parti d'« ordre », « responsable », un bon gestionnaire du capitalisme, pourra-t-il accorder autre chose que des miettes aux travailleurs?

Nous devons n'avoir aucune illusion, Mitterrand l'a lui-même affirmé maintes fois pendant sa campagne électorale: la force de la « gauche », c'est de pouvoir demander aux travailleurs des sacrifices volontaires.

Déjà les organisations syndicales, au lieu d'exiger la satisfaction immédiate des revendications les plus pressantes, nous expliquent qu'on ne peut pas tout « avoir tout de suite » car cela ferait « crouler l'économie nationale » (nationalisée à 17 % si Mitterrand applique son programme!). Edmond Maire va même jusqu'à invoquer l'inflation qui ne manquerait pas de rattraper les augmentations de salaire.

Et en effet c'est bien de cela qu'il s'agit:

Ou bien on satisfait les revendications ouvrières,

ou bien on sauve l'économie nationale en renforçant l'austérité!

Nous communistes, révolutionnaires, internationalistes, nous disons:

— Ne nous laissons pas abuser par les discours des notables socialistes qui ont

montré maintes fois leur servilité au capitalisme (Front populaire: Blum contre les grèves, Guy Mollet et Mitterrand pendant la guerre d'Algérie).

— N'ayons aucune confiance dans les partis de gauche et les directions syndicales à leur botte: ces messieurs préfèrent des postes bien rémunérés à la lutte de classe, s'ils n'ont pas su mener des grèves efficaces contre Giscard, ce n'est pas maintenant qu'ils vont s'y mettre, ils vont au contraire nous appeler à « produire mieux et plus », et dénoncer nos luttes comme autant de « sabotages ».

— N'écoutons que nos seuls intérêts de classe et dès aujourd'hui, préparons-nous à faire grève pour obliger le gouvernement de gauche à nous concéder la pleine et entière satisfaction de nos revendications:

— **Relèvement général et immédiat de tous les salaires,**

— **Les 35 heures immédiatement et sans perte de salaire,** pour tous et sans augmentation de la charge de travail,

— **Forte augmentation des allocations chômage,** pour tous, retour aux 90 % du salaire et le SMIC aux jeunes et aux femmes n'ayant jamais travaillé,

— **Abrogation immédiate des lois Barre-Bonnet-Stoléru,** de la fermeture des frontières aux travailleurs immigrés et à leur famille: **Non au contrôle de l'immigration!**

— **Titularisation immédiate et sans condition de tous les hors-statuts, embauche des intérimaires.**

La « gauche » et plus particulièrement le PS au pouvoir, nous allons pouvoir les juger sur leurs actes. Notre conviction à nous révolutionnaires, c'est que les réformistes et les opportunistes ne peuvent mener qu'une politique au service du Capital, d'autant plus

dangereuse qu'elle se fait, soi-disant, au nom des travailleurs.

C'est pourquoi nous disons à tous ceux qui ne font pas confiance à Mitterrand et Marchais, à tous ceux qui sont écœurés de la politique des directions syndicales: **Nous devons préparer une réelle alternative à la politique bourgeoise et à la politique réformiste** qui s'accordent bien sur le fond: la sauvegarde du capitalisme.

Nous devons préparer la révolution communiste et son instrument indispensable: le Parti Révolutionnaire de Classe. Sans cela la période qui s'ouvre ressemblera à celle du Front populaire, à savoir: quelques concessions vite reprises et l'enchaînement de la classe ouvrière aux intérêts de l'entreprise, de l'économie nationale et de la patrie, préparée ainsi à subir sans réaction la 3^e boucherie impérialiste, comme elle a subi la deuxième.

Non à la défense de l'économie nationale, dé la patrie.

N'écoutons que nos seuls intérêts de classe. Préparons la révolution communiste mondiale en construisant le Parti révolutionnaire de classe!

Parti Communiste International,
le 12 mai 1981.

Proletaires, camarades!
Correspondez avec le Journal!

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensible les enseignements du communisme révolutionnaire.

Pour que revive la Commune !

Nous avons vu dans un précédent article comment le côté fort de la Commune et de la classe ouvrière française, la « combativité révolutionnaire », fut finalement submergé dans les années 1893-1914 par une vague opportuniste s'appuyant sur ses côtés faibles, la tradition démocratique et patriotique que la bourgeoisie utilisait désormais pour ses visées impérialistes et pour les besoins de la défense de l'ordre établi.

La puissance de ces « réflexes républicains » et l'insuffisance de la lutte contre eux dans le parti ouvrier ont empêché qu'une aide radicale se dégage dans le mouvement prolétarien français et puisse prendre appui sur les souffrances inouïes provoquées par la barbarie de la première boucherie impérialiste pour marcher vers une issue révolutionnaire. Les faibles noyaux qui militèrent pour le programme de la III^e Internationale provenaient rarement d'une tradition marxiste, et plus souvent du syndicalisme révolutionnaire.

Le phénomène qui s'était produit en 1890-93 sous l'effet de l'essor de la vague ouvrière s'est reproduit en 1919-1920. Aiguillonnée par la crise, la vague de lutte qui a suivi la démobilisation a poussé à une forte syndicalisation, aux puissantes mobilisations de 1919, aux grèves du printemps 1920 et a eu simultanément pour effet d'orienter vers l'Internationale toute la masse des dirigeants du Parti et de la CGT. Ils avaient trempé dans l'union sacrée comme Cachin, étaient ensuite devenus « minoritaires de guerre » ; ils avaient réclamé non la révolution mais la paix, et poussés par la classe ouvrière, ils frappaient maintenant à la porte de l'Internationale avec l'idée de la transformer de l'intérieur.

C'est ainsi qu'au Congrès de Tours de décembre 1920, le parti communiste fut créé sous la direction des centristes, parlementaristes et ex-social-patriotes, avant tout Frossard et Cachin, alors qu'aucun représentant de la Gauche n'était présent, les prisons bourgeoises aidant. Et le parti issu de Tours fut présenté par le courant centriste qui y prévalait comme l'« héritier de Jaurès et de Lénine », tandis que la révolution russe était présentée comme la réédition de la grande révolution de 1789 et de sa quête des libertés, sans qu'on puisse entendre de voix nettement opposées.

La force des tendances opportunistes et parlementaristes reproduisit la dualité du mouvement ouvrier révolutionnaire entre le parti d'une part et le syndicalisme révolutionnaire de la CGTU, une fois la scission syndicale provoquée en 1922 par les réformistes de Jouhaux. Cette opposition ne peut être résorbée que sur la base d'une politique combative. La preuve en a été donnée avec la reprise des traditions antimilitaristes dans les Jeunesses communistes en 1922 sous la direction de l'Internationale et dans la lutte contre l'occupation de la Ruhr, qui permettront au PC de vaincre le développement de l'anarchisme et de conquérir une influence déterminante dans la CGTU. C'est également à cette époque que le parti se débarrasse de la droite et de Frossard, et attire à lui des syndicalistes révolutionnaires comme Monatte. Le PC commence même à mener une agitation anti-coloniale. Cependant, la lutte contre la guerre du Rif en 1925 restera improvisée, essentiellement parlementaire et plus spectaculaire que réellement mobilisatrice.

En fait, le temps a manqué à l'Internationale pour éduquer les forces capables de faire un véritable parti communiste. L'isolement de la révolution russe suscitait déjà en Russie des tendances qui emporteront en 1926 l'Etat prolétarien sous le drapeau du socialisme dans un seul pays, et purent s'appuyer en France sur les courants du centre à tradition parlementaire et chauvine pour opérer la prétendue « bolchévisation » des années 1924-1926, puis la fameuse tactique « classe contre classe » des années suivantes, où une intransigeance purement théâtrale — et avant tout parlementaire ! — servit à épuiser les avant-gardes combattives dans des actions stériles et ne faisait que prélever à un nouveau tournant droitier.

Ce tournant, opéré en 1934 pour mener au Front populaire, est la catastrophe la plus grave du mouvement ouvrier français. Si le prolétariat allemand a été écrasé par le nazisme, et son parti détruit sans combat, la contre-révolution a pu jouer encore une fois en France sur le vieux « réflexe républicain » pour réaligner l'unité de la classe ouvrière et l'alignement définitif du PC sur la défense de la démocratie et de la patrie, c'est-à-dire de l'impérialisme français. Tous les efforts déployés dans l'après-guerre ont été brutalement balayés. Et le pire est qu'à la différence de celle d'août 1914, la trahison de 1934 est apparue comme un immense progrès pour la classe ouvrière qui y voit toujours « une victoire de l'unité ». Même les restes fatigués du syndicalisme révolutionnaire de la CGTU ont sombré dans cette unité en abandonnant toute

stérilisé par une opposition sans contenu réel de classe les réactions au capitalisme.

Malgré tout, l'intervention russe en Hongrie en 1956 et la guerre d'Algérie en 1956-62 ont provoqué le développement de réactions à la politique officielle. C'est ainsi qu'un courant issu de la gauche chrétienne et de la social-démocratie a donné le PSU et l'aile syndicale qui a transformé la CFTC en CFDT. Plus qu'une lutte contre les principes et les programmes des vieux appareils du PC et du PS, c'était au fond une réaction de type démocratique au stalinisme, combinée à une tentative de combattre leurs inerties face à la décolonisation et à la modernisation du capitalisme en s'appuyant sur les réactions de la « nouvelle classe ouvrière », notamment à partir des poussées de lutte immédiate. D'où cette invocation de la tradition « anarcho-syndicaliste », dont

de la CFDT, pour l'essentiel achevé en 1976, ce qui a livré à un isolement criminel et à des manœuvres constantes les tentatives d'organisation de l'immigration ; enfin, avec leur alignement quasi unanime sur le bloc électoral de la gauche en 1978 et plus encore en 1981.

Il est intéressant de noter que toutes les tendances du gauchisme ont cherché à revitaliser après 1968 le souvenir de la Commune de Paris, et la manière dont ils l'ont fait contribue à l'explication de leur alignement actuel. Tous ont naturellement vanté au départ la combativité révolutionnaire de la Commune, revendiqué la violence et la dictature. Mais le maoïsme l'a fait en reprenant la confusion entre nationalisme et socialisme, déjà dénoncée comme une faiblesse essentielle de la Commune par Lénine, et revigorée par le stalinisme et l'idéologie de la résistance. Le trotskysme l'a fait en reprenant le formalisme démocratique de la Commune, qui l'empêcha de prendre des mesures énergiques, et que ce courant a de plus en plus présenté comme principe absolu et en reprenant l'idée d'un « front unique ouvrier », version à peine corrigée du Front populaire de 1936. Le kaléidoscope spontaniste, anarchisant, autogestionnaire, antiorganisation et anti-parti devait naturellement vanter l'individualisme, l'autonomisme, bref les côtés par lesquels la Commune n'a précisément pas pu se donner la direction ferme qui lui aurait permis de vaincre.

C'est par ces côtés faibles, le démocratisme, le nationalisme, l'« autonomisme », que l'opportunisme officiel réformiste et social-impérialiste, en particulier dans sa forme moderne et autogestionnaire, a pu entraîner et tirer à lui tous ces courants déçus par la fin du cycle révolutionnaire anti-impérialiste dans le Tiers-Monde et par l'extrême difficulté de la classe ouvrière des pays impérialistes à se mettre en mouvement.

*

L'impérialisme français a bien changé depuis le début du siècle. Il n'est plus l'impérialisme victorieux de Versailles. L'expérience de la seconde guerre a montré à la bourgeoisie la fragilité relative de l'Etat. La perte des deux tiers de son empire colonial l'a obligée à liquider sa paysannerie et à devenir davantage un impérialisme industriel, qui doit conquérir la paix sociale par une agressivité industrielle permanente plus que par le repli frileux d'autrefois sur ses chasses gardées financières ou coloniales, et qui n'a plus les immenses réserves qui ont permis d'amortir si aisément les conséquences de la 1^{re} guerre mondiale et de canaliser les luttes sociales des années 30 dans la seconde guerre impérialiste.

Les craquements qui attendent le capitalisme français devront à nouveau libérer les antagonismes sociaux si longtemps contenus. Mais pour que cette puissante énergie ne soit pas perdue, il y a des conditions : d'abord que les révolutionnaires véritables ne craignent pas la théorie, et qu'ils l'utilisent comme arme pour couper tous les ponts avec la démocratie bourgeoise, avec les réformes ou le patriotisme, en particulier sous la forme de l'unité de la gauche ; ensuite que le parti, qu'ils ont pour devoir de renforcer, mène une action tenace et patiente pour détruire par la propagande et par une direction efficace des luttes tout réflexe démocratique, pacifiste-réformiste, patriotique, social-impérialiste dans la classe ouvrière ; tous ces vieux réflexes qui ont succédé aux « grands souvenirs » de la révolution française, mais qui se nourrissent désormais d'autres souvenirs, ceux du Front populaire, de la Résistance, de la Libération.

C'est seulement alors que le prolétariat français pourra retrouver confiance en lui-même, confiance dans sa force, assurer son indépendance de classe et lutter pour ses propres buts. C'est seulement alors qu'il pourra retrouver sa combativité révolutionnaire, si longtemps endormie, qu'il renouera avec les côtés forts de la Commune de Paris et qu'il pourra préparer, avec ses frères de classe de tous les pays, la victoire de la future Commune universelle.

Prolétaires, souvenez-vous de la semaine sanglante !

Le 21 mai 1871, les Versaillais entrent par surprise à Paris par la porte de Saint-Cloud. Pendant une semaine, la classe ouvrière oppose une résistance héroïque à l'avance des troupes de Thiers, entravées par les barricades hérissées des rues et vaillamment défendues, ainsi que par l'incendie du centre de la capitale.

Le samedi 27, les combats font rage dans le dernier îlot de résistance du 20^e arrondissement. On se bat toute la nuit dans le cimetière du Père-Lachaise. Le dimanche 28, le dernier combattant tombe sur la barricade de la rue Ramponneau. Cependant les massacres de suspects vont continuer. Comme les pelotons d'exécution ne vont pas assez vite, les mitrailleuses entrent en action. On entend encore leur bruit le 15 juin.

Paris ouvrier a perdu plus de 10.000 des siens au combat. On a compté officiellement plus de 25.000 fusillés. Après 400.000 dénonciations (dont seulement 20.000 signées), 36.000 personnes ont été jugées, parmi lesquelles une centaine ont été condamnées à mort et 1.000 condamnées au bagne, à la déportation ou à l'emprisonnement. Le nombre des émigrés ne se compte pas.

« Vive l'ordre, l'armée qui en est le seul soutien et la seule garantie ! », s'écria la presse versaillaise le 30 mai.

Aujourd'hui, l'ordre compte aussi pour « soutien » et pour « garantie » la démocratie. Que cette dernière vienne à perdre de son efficacité sociale, et alors l'armée, dressée par les massacres d'ouvriers, les innombrables guerres de piraterie impérialiste, de répression coloniale et de « maintien de l'ordre » international, serait bien le « dernier rempart de la société libérale » contre l'« ennemi intérieur » !

Ce ne sont pas les soupirs pacifistes ou l'invocation des Droits de l'Homme qui viendront à bout de l'ordre bourgeois. C'est l'organisation patiente des luttes et l'éducation révolutionnaire qui permettront à la classe ouvrière de s'assurer, le moment venu, la supériorité des armes.

vellété d'indépendance de classe. Plus grave encore, avec le tournant de 1934, c'est la tradition démocratique et patriotarde du « socialisme français » qui a été habilement mêlée par le stalinisme à la revendication de la révolution et de la dictature prolétarienne.

C'est alors que le vieux réflexe républicain s'est renouvelé. Il est devenu « réflexe antifasciste ». Forgé par la réaction à la victoire du nazisme et par la guerre d'Espagne, par le résultat des concessions économiques et sociales faites par le gouvernement de Front populaire sous la pression de la grande grève de 1936, il mêle étroitement lutte ouvrière, bloc parlementaire, concessions sociales et patriotisme. Ce dernier aspect s'est naturellement encore fortifié avec la Résistance. L'idée du PCF selon laquelle c'était à la classe ouvrière de relever le drapeau de la patrie désormais abandonné par la bourgeoisie à préparer le prolétariat à considérer la formation du bloc de la résistance patriotique contre l'Allemagne nazie comme une concession faite par la bourgeoisie à la classe ouvrière, et la Commune de Paris a été revendiquée par le stalinisme comme l'ancêtre de la Résistance !

Naturellement cet embrigadement chauvin de la classe ouvrière a servi à exiger d'elle entre 1944 et 1947 les sacrifices indispensables à la reconstruction de l'économie nationale et de l'Etat, et à faire passer les révoltes dans les colonies comme des provocations ourdies par les impérialismes concurrents.

*

L'éclatement de la « guerre froide », qui a suscité la rupture entre socialistes et staliens y compris par la scission syndicale de 1947, a sans doute retardé la transformation inévitable du PC en parti réformiste ordinaire, et en même temps,

ont été repris les côtés proudhoniens, réformistes et autonomistes rénovés par l'« autogestion », en même temps que la revendication de l'« union de la gauche », jusqu'à ce que le PS finisse par intégrer ce courant.

D'autres réactions au stalinisme se sont signalées dès les années 50, mais elles ont surtout pris corps avec le conflit sino-soviétique, la guerre du Vietnam sur la lancée de la guerre d'Algérie et la révolution cubaine, et les signes d'une nouvelle activité gréviste à partir de 1963. A la différence de la réaction précédente, le développement du courant « gauchiste » a pris des tours nettement antiréformistes, antirévionnistes et a cherché, au moins par certaines ailes à « revenir aux sources de la théorie », tandis que d'autres ailes pensaient que la spontanéité suffisait à contrer la trahison des appareils.

La grande grève de mai 68 a servi de tremplin à ces deux courants, mais il apparaît aujourd'hui que le courant gauchiste a été submergé par le courant réformiste moderniste, et même domestiqué par lui. Il s'est donc opéré, toutes proportions gardées, le même phénomène qu'en 1893-1905. A ces différences près que, d'une part Jaurès a servi mille fois plus la classe ouvrière que Maire, car une chose est d'être réformiste à l'heure des réformes bourgeoises, autre chose est de l'être quand les réformes n'ont plus qu'un caractère antiprolétarien ; et que d'autre part, même Guesde ou Lafargue aurait pu étriller le « gauchisme soixante-huitard » pour son manque de principes.

La domestication progressive du gauchisme s'est faite en plusieurs étapes : d'abord avec la mort du spontanisme de la Gauche Prolétarienne en 1972 ; ensuite avec l'assagissement accéléré du maoïsme aussi bien que du trotskysme et leur intégration dans les mailles du filet opportuniste en particulier par le biais

Les 35 heures tout de suite

(Suite de la page 1)

comme le réclame le CNPF depuis plusieurs années, et en modulant le temps de travail au long de l'année, projet que la CFDT était sur le point d'accepter au moment des négociations Giraudet, si les contreparties offertes par le patronat n'avaient pas été si dérisoires. Les 35 heures seraient alors une *moyenne*, avec des pointes de 45 heures et plus, des périodes creuses de 25 heures et des congés forcés au gré de la conjoncture et du carnet de commandes (système dont on a un avant-goût dans l'automobile, avec le chômage technique épisodique selon l'état des stocks). Certes, les syndicats demandent un droit de regard sur ces calendriers... Mais les travailleurs peuvent-ils compter, pour défendre leur santé et leurs conditions de vie, sur des gens qui se montrent si sensibles aux intérêts de l'entreprise et aux « priorités industrielles » ? L'intérêt des prolétaires commande que les 35 heures soient non pas une moyenne, mais un maximum hebdomadaire, un maximum qui soit, de plus, réparti rationnellement sur toute la semaine. Il faut que les 35 heures hebdomadaires signifient 7 heures par jour maximum.

3) Les 35 heures, concède le PS, mais avec des aménagements du salaire, c'est-à-dire des sacrifices, que Giscard avait déjà envisagés, et chiffrés à 7 %. On peut discuter et comparer les avantages quand on gagne 10 ou 20.000 francs par mois. Mais les 50 % de prolétaires en France qui gagnent moins de 3.300 francs par mois peuvent-ils se permettre de « choisir » ? Ils n'ont aucun excédent de salaire à « sacrifier », et il faut non seulement refuser cette réduction, mais exiger l'interdiction des heures supplémentaires par lesquelles on prétendrait compenser la baisse de salaire, c'est-à-dire, en réalité, réduire la réforme à néant.

4) On accorderait les 35 heures, mais en demandant aux travailleurs des « contreparties » : par exemple l'acceptation du travail de nuit, du travail posté, de la mobilité interne et externe, bref de l'intensification de la fatigue et de l'exploitation. C'est déjà une pratique en usage dans des entreprises comme BSN, où la réduction d'horaire à 33 heures et demie et les jours de congé supplémentaires sont accordés au prix du développement du travail posté et de l'intensité du travail, au point que ces réductions d'horaire, loin de créer des emplois, s'accompagnent de licenciements !

5) Les 35 heures, mais en négociant branche par branche, entreprise par entreprise. Edmond Maire a fait là-dessus des déclarations bien révélatrices : les 35 heures, « Cela fera par exemple 27 heures de réduction pour les chauffeurs routiers qui en font aujourd'hui soixante-deux. Excusez du peu ! » (*Le Monde* du 17-18 mai 81). S'il y a à s'étonner, c'est plutôt des horaires tuants des chauffeurs que du « progrès » merveilleux réalisé ! Mais en réalité, la CFDT a toujours expliqué qu'il n'était pas question de faire de pareils bonds justement là où les ouvriers en auraient le plus besoin (bâtiment, commerce, transports), et c'est très consciemment qu'elle pousse aux négociations par branches, qui laissent les travailleurs isolés et entretiennent les inégalités. L'intérêt des travailleurs est de lutter collectivement pour les trente-cinq heures pour tous, d'entraîner dans leur mouvement les secteurs les plus arriérés, et d'obtenir par exemple une loi des 35 heures (qui ne sera toutefois pas plus une garantie suffisante, sans la lutte, que ne l'a été la loi de 40 heures).

6) Les 35 heures, mais à l'échelle européenne. Et là, il est touchant de lire les appels des syndicats à la contagion des

revendications de salaire et d'horaire dans toute l'Europe. Excellent principe, s'il n'était pas inspiré chez eux moins par la solidarité internationaliste que par le souci chauvin de créer les mêmes charges pour les concurrents étrangers de « notre » capitalisme ! Les social-chauvins ont toujours été très forts pour demander aux autres de prendre l'initiative du défaitisme, que ce soit dans la guerre économique ou dans la guerre tout court !

7) Les 35 heures ne seraient qu'un faible progrès, si à côté de cela les distances s'allongent, si on rogne sur toutes les pauses tolérées comme on l'a fait en installant les horaires mobiles, la dictature de la pointeuse. Il faut que le temps de repos, d'au moins une heure, soit compté dans le travail, ainsi que le temps de transport moyen, et que les travailleurs continuent à résister à la chasse aux pauses et au despotisme d'atelier.

A la façon dont ils accommodent les 35 heures, les partenaires sociaux montrent qu'ils veulent les soumettre avant tout aux exigences du capital. Si la satisfaction des besoins réels des prolétaires risque de compromettre l'équilibre capitaliste, n'est-ce pas cet équilibre qui doit être jeté à bas ? La lutte pour les 35 heures immédiatement et sans perte de salaire est précisément un des terrains de mobilisation et de préparation des prolétaires pour entreprendre la lutte plus décisive pour la transformation révolutionnaire de la société, pour le communisme qui pourra lui, en rationalisant la production, en éliminant le parasitisme réduire la journée de travail à 4 heures par jour, ou moins (Bebel l'envisageait déjà en 1890 !), et utiliser le progrès technique pour alléger la peine de tous, et non pour accroître le profit de quelques-uns.

Hyper-réalisme syndical

• La CFDT

Face au gouvernement de gauche, la CFDT a réussi à assouplir encore ses thèmes habituels dans le sens de la plus grande élasticité. Pas question d'un nouveau Grenelle « *Assez de centralisme, de décisions imposées d'en haut* » ! (*Syndicalisme* du 21 mai 1981) ; la Confédération « *n'envisage aucunement de tout régler au niveau national interprofessionnel* ». Mais sans une pression organisée, sans le soutien des autres travailleurs, sans même l'appui (insuffisant à lui seul) de mesures légales nationales, comment les travailleurs des branches les plus défavorisées pour les horaires, les conditions de travail, les salaires, trouveront-ils la force d'arracher des concessions à leurs patrons ?

Des délais, la CFDT en accorde largement (par exemple, cinq ans pour les 35 heures). « *Ça laisse le temps de s'organiser en conséquence*, précise Michel Rolant dans le même journal, *d'autant que nous n'avons jamais refusé de négocier avec les patrons une organisation différente du travail, permettant une productivité accrue par une utilisation plus longue des machines* » (laquelle ne se conçoit pas sans imposer aux travailleurs la fatigue et l'inconfort du travail de nuit et du travail posté dont tous les rapports officiels reconnaissent les effets nocifs). Et Michel Rolant ajoute : « *Nous l'avons dit et répété, « pas de surenchère », c'est notre règle de conduite !* ».

En conséquence, la CFDT trouve à se réjouir, non pas dans les bonnes dispositions du gouvernement, mais... dans la modération des travailleurs ! « *A la surprise générale, depuis la victoire du*

(Suite page 8.)

Pas de salaire au dessous de 3800 Francs !

Le SMIG fut créé dans l'après-guerre pour garantir aux travailleurs durement exploités dans la « reconstruction » le minimum pour vivre, calculé au plus juste. Bientôt d'ailleurs, on put lire dans les colonnes des journaux de gauche — dont *l'Humanité* — des explications embarrassées pour prouver que ce minimum vital restait encore un idéal, vu les difficultés nationales : vivre était trop demander, les travailleurs devaient se contenter de survivre.

Aujourd'hui encore, toutes les statistiques montrent que le SMIC constitue en fait non un plancher, mais que des centaines de milliers de salariés gagnent moins (surtout les femmes, les jeunes et les immigrés). Premier point donc, il faut exiger que le SMIC soit un minimum de salaire effectif (on a même supprimé notion de garantie au passant du SIMG au SMIC !), sans quoi il n'est qu'une supercherie.

On est loin du compte dans les projets actuels, où il s'agit seulement de quelques miettes pour une catégorie restreinte de salariés. La CFDT demande 10 % immédiatement comme rattrapage pour un SMIC qui restait un point de repère, et non un minimum effectif. Elle envisage ensuite une augmentation de 30 % en 3 ans, et borne là son ambition : on arriverait à un maximum de 3.400 F, bien proche des 3.215 F en 1984 préconisés par le Groupe d'études sur les bas salaires créé sous Giscard... La CGT ne reprend même pas dans ses programmes de la mi-mai les 3.500 F qu'elle préconisait.

Mais tous sont d'accord sur un point, rejoignant les vœux de la bourgeoisie : pas de dérapage, pas de contagion. Il doit s'agir d'une action ponctuelle en faveur « des plus défavorisés », non d'une impulsion d'ensemble donnée aux salaires : c'est scrupuleusement respecté, un des grands points du plan Barre. Dès le 13 mai, la CFDT donnait ce conseil avisé aux futurs ministres de gauche (au cas où ce point leur aurait échappé) : « *Une recommandation gouvernementale devra demander d'éviter la répercussion de la hausse du SMIC sur l'ensemble de la grille des salaires* ». Et où est passée, à propos, la recette magique PC-CGT, de l'augmentation d'ensemble des salaires ouvriers permettant la relance de la consommation populaire, et une harmonieuse remise en route de l'économie ?

Si on se place du point de vue des intérêts même les plus immédiats des travailleurs, et non des « priorités » capitalistes, il est clair qu'un SMIC à 3.800 F (correspondant au taux de salaire minimum des branches les moins arriérées, comme la métallurgie) doit constituer *tout de suite* un minimum effectif de survie pour un travailleur célibataire sans enfant, revendication qu'il faut compléter par une augmentation du coût de la vie, en particulier des loyers. Si c'est trop pour le capitalisme, si les producteurs de tant de richesses exagèrent en demandant au moins les moyens d'assurer la reproduction de leur force de travail, alors c'est le capitalisme qui doit crever !

Comment chiffrer le SMIC ?

Le chiffre de 4.500 F pour le SMIC paru dans le n° 336 du Proletaire était une erreur typographique. Le chiffre précis du SMIC exigible devrait être fixé avec une analyse plus précise du budget ouvrier : nous prenons comme référence les taux actuels de la métallurgie, primes régulières incluses, soit environ 3.800 F en tenant compte des dernières augmentations des salaires et des prix. Ce chiffre peut être précisé dans le mouvement des luttes, l'important est actuellement d'exiger au moins d'obtenir les 3.400 F promis, mais tout de suite !

Malgré ses promesses hypocrites, le PS est bien contre les travailleurs immigrés !

« *Le soleil se lève enfin pour l'immigration. Le racisme d'Etat instauré à coups de lois, de circulaires et de pratiques administratives prend fin* ». C'est ainsi que réagissait le journal *Sans Frontière* du 16 mai 1981 à l'élection de François Mitterrand. Même si les termes presque lyriques que *Sans frontière* a choisis pour exprimer sa joie ne se retrouvent guère chez les travailleurs immigrés, il n'en est pas moins vrai que, contrairement à la politique du PCF, l'attitude hypocrite du PS fait encore illusion, surtout avec la multiplication de déclarations démagogiques des dirigeants PS lors de la grève de la faim de Lyon, au moment où la campagne présidentielle battait son plein.

Qu'en est-il dans la réalité ? Dans son Manifeste présidentiel, le PS se permet une rubrique intitulée « *De nouveaux droits pour les immigrés* ». En voici les trois axes essentiels : « *Les discriminations frappant les travailleurs immigrés seront supprimées. Le refus de délivrance de cartes de séjour devra être motivé. L'égalité des travailleurs immigrés avec les nationaux sera assurée (travail, aide sociale, chômage, formation continue). Droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence sur le territoire français. Le droit d'association leur sera reconnu. Le plan fixera le nombre annuel de travailleurs étrangers admis en France. L'Office National de l'immigration (ONI) sera démocratisé. La lutte contre les trafics clandestins sera renforcée* ».

Voilà les « *nouveaux droits* » dont parle le PS pour les immigrés : 1) Les refus de délivrance de cartes de séjour, et donc les expulsions, ne seront pas supprimés, mais... motivés (la belle différence !). 2) L'égalité de droits dont parle le PS pour les immigrés n'est en vérité que poudre aux yeux. Le seul exemple que le PS prend la peine de concrétiser, c'est le droit... de vote aux élections municipales (s'il arrive à s'arranger avec le PC qui refuse, lui, aux immigrés, même cette apparence d'égalité !). Le droit d'association dont parle le PS ne lui coûte rien. Les associations qui répondent aux critères de la légalité impérialiste, sanctionnés par des décrets pondus, rappelons-le, par le Front Populaire, ne constituent aucun danger pour l'ordre bourgeois. Au contraire, ces der-

nières années, la MTI, par exemple, a joué un rôle d'assistante de la bureaucratie syndicale CFDT contre la lutte des travailleurs immigrés (exemple : les foyers Sonacotra). 3) La fixation d'un nombre annuel de travailleurs immigrés admis en France ne concerne en réalité que certains secteurs qui en ont un besoin périodique (saisonniers de l'agriculture, par exemple) ; plus une frange parmi les travailleurs clandestins que la bourgeoisie pourrait bien régulariser selon ses besoins économiques, et surtout pour mieux isoler les autres qui restent la proie facile de la surexploitation et de la répression. Il ne faut pas oublier, en effet, que le PS n'entend pas revenir sur la décision de l'arrêt de l'immigration : « *Les perspectives de la situation de l'emploi [...] interdisent d'envisager, à court terme, des flux d'immigration permanente de quelque importance en dehors des flux saisonniers ou de mouvements temporaires qui relèvent de solutions juridiques spécifiques* ».

Enfin, il est important de rappeler que la première victime de la lutte contre les trafics clandestins que le PS se propose de renforcer, ce sont les travailleurs clandestins eux-mêmes. L'argument hypocrite du PS dans ce domaine est le suivant : la régularisation « spectaculaire » de travailleurs clandestins provoquerait un afflux massif de sans-papiers en provenance des pays d'origine ou d'autres pays d'Europe. C'est pour cela que l'arrêt et le contrôle de l'immigration impliquent aussi l'oppression des travailleurs qui sont ici, particulièrement les sans-papiers.

En ce qui concerne les jeunes de la deuxième génération, le PS est conscient qu'il est illusoire d'envisager des retours massifs dans les pays d'origine sans que ces derniers ne subissent des contre-coups de nature à accroître l'instabilité sociale et politique qui menace la plupart des régimes de ces pays, risque auquel le PS, en bon gardien de l'ordre impérialiste et des privilèges de la France ne peut rester indifférent. Il sera donc certainement amené à faire des « concessions » dans ce domaine, non sans contreparties naturellement : nous y reviendrons prochainement.

Le parti, force agissante dans l'histoire

Aux gens qui opposaient à l'action du parti la spontanéité des masses, Lénine répondait dans le chapitre II de *Que faire ?* que « **au fur et à mesure que l'élan spontané des masses s'accroît et que le mouvement s'élargit, le besoin de haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie augmente infiniment plus vite encore** ».

Comme à cette époque, on voit s'affronter aujourd'hui deux conceptions plus ou moins clairement et consciemment exprimées de la reconstitution du mouvement révolutionnaire. Pour l'une, la tâche **essentielle** du parti politique prolétarien consiste à **prévoir** ce que le « mouvement objectif » fera et quelles formes il prendra, sous la poussée des contradictions sociales qui mettront inévitablement les grandes masses en mouvement et poseront les problèmes de l'organisation de la défense immédiate et de sa jonction avec la politique révolutionnaire indiquée par le parti. L'autre se donne pour tâche de définir de la façon la plus précise possible, dans ce processus d'approfondissement des contradictions sociales et sur la base d'une orientation générale fermement liée aux principes théoriques, **ce que le déroulement du mouvement objectif demande, et même exige** des révolutionnaires pour ne pas être abandonné à sa « spontanéité » et donc dispersé comme la vapeur.

La première façon de voir, qui transforme le parti en un « contrôleur » de l'histoire, se cache derrière une attitude pseudo-scientifique, mais qui se démasque par son incapacité de prévoir quoi que ce soit en dehors des généralités. La prévision du cours « catas-

trophique » du capitalisme, des crises et des luttes sociales, est aussi vieille que le marxisme. Mais s'il en était resté là, il n'aurait effectivement été qu'une **méthode d'analyse** et non une **arme de combat**.

Cette vision n'est d'ailleurs pas entièrement « passive ». Souvent elle va de pair avec une attitude velléitaire, poursuivant à travers les déceptions cuisantes les occasions manquées, craignant d'être dépassée par les événements imprévus. Mais dans l'ensemble elle est à la remorque du « mouvement objectif » sur lequel elle ne se reconnaît aucune prise, sauf au moment où tout semble aller dans la direction voulue et prévue, et où elle se jette « dans le mouvement ». Ainsi, la « science appliquée » se borne à donner des coups de frein et des coups d'accélérateur selon les indications « objectives » du moment et se transforme en simple... thermomètre.

L'art marxiste de l'intervention du parti dans le mouvement objectif est bien différent. Il ne se contente pas de tirer de l'analyse du cours historique la prévision de certaines « explosions » inévitables — prévision qu'il a même appris à nuancer. Mais, surtout, il analyse aussi tous les éléments qui contribuent à rendre les manifestations des contradictions sociales plus ou moins fécondes pour la maturation des conditions révolutionnaires, et prévoit les modalités précises d'intervention à une échelle qui n'est pas immédiate, ainsi que des tâches précises pour une période suffisamment longue.

Le marxisme ne se borne pas à établir les lois de l'histoire qui rendent la révolution possible ; il se fixe la tâche difficile de re-

chercher **comment** sa force organisée peut enfin atteindre l'influence nécessaire sur le cours des événements. Il se pose donc **en permanence** la tâche d'élaborer des règles de conduite et d'action, et aussi d'organisation, qui permettent au parti — grand ou petit, peu importe — d'avoir « prise » sur la masse des travailleurs, et pas seulement quand elle est **en mouvement**. L'histoire du prolétariat n'est pas seulement celle de la théorie et de la lutte idéologique, elle est l'histoire, riche d'enseignements, d'organisations formelles.

Le degré d'influence du parti est déterminé par des facteurs matériels. Pour l'augmenter, il ne suffit pas d'avoir des positions justes, puisqu'aussi bien le succès sourit souvent aux positions fausses et démagogiques ; et, comme notre courant en particulier l'a répété sans relâche, il ne suffit pas de trouver la manœuvre habile. Mais une organisation politique qui est destinée à guider un mouvement social ne peut se contenter de répéter ses affirmations ou de « lancer des appels » en attendant que la situation présente un degré de maturité idéal : une telle attitude, symétrique du « manœuvrisme », la conduirait à la sclérose.

Le marxisme rejette toute forme d'**immédiatisme**, notion en partie équivalente à celle d'**opportunisme**, mais qui exprime mieux l'attitude de celui qui se laisse guider par l'état momentané des choses et des rapports entre les classes.

Dans notre vision dialectique, ce ne sont pas seulement les grands événements de l'histoire qui procèdent par bonds. Il en

va de même des petites et peut-être éphémères conquêtes des premiers mouvements partiels, tendanciellement classistes, bien qu'**enfermés** dans la logique générale du cycle capitaliste sous ses divers aspects.

Les révolutionnaires ne peuvent pas se proposer aujourd'hui de faire sauter à coups de cisaille cette coriace logique historique. Mais ils ont la tâche, tout aussi essentielle, d'intervenir pour diminuer son emprise sur le corps du prolétariat. La définition précise de cette tâche est une condition de la révolution.

Les marxistes révolutionnaires se moquent de ceux qui voient là un excès de volontarisme ou de velléitarisme et crient à la méconnaissance de l'« aspect objectif » du mouvement prolétarien. Ils ne se contentent pas de répéter que le rôle du parti de classe est de procéder, à un certain moment, au « renversement de la praxis ». Ils affirment en toute lucidité qu'il est possible de commencer à jouer ce terrible rôle « subjectif » déjà bien avant la révolution, dans des situations encore **privées** de haute tension sociale, mais déjà chargées de lourdes contradictions. C'est dans de telles situations, et celle d'aujourd'hui en est une, que la révolution se prépare.

C'est dans de tels moments que le parti se forge, se « construit » disait Lénine, non pas comme une création artificielle, mais comme une force qui se fixe des tâches adéquates et accomplit son travail dans les trois domaines rappelés naguère par Lénine : théorique, politique et organisationnel. Nous y reviendrons dans un autre article.

Correspondance

(Suite de la page 2)

• Répression démocratique à Naples

Le chômage et le problème du logement, fléaux chroniques à Naples, ont été encore aggravés par le tremblement de terre de l'an dernier. Aussi, les luttes des chômeurs et des sans-abri se sont-elles développées largement ces derniers mois : occupations des logements et des écoles, manifestations, rassemblements, etc. Ce mouvement doit surmonter une série de difficultés : il doit se doter d'une organisation tant soit peu stable et briser l'isolement par rapport à ceux qui ont une « place » et un logement. Il doit de plus faire face maintenant à la répression qui se déchaîne.

Cette répression prend différentes formes. L'intervention policière se fait plus brutale. Dès décembre, les forces de l'ordre ont empêché des manifestations par leur présence massive. Le 24 février, alors que les manifestations étaient à leur apogée, des militants visés par des mandats étaient arrêtés ; malgré le caractère apparemment politique des accusations, d'ailleurs fantaisistes, il s'agissait évidemment de frapper le mouvement de masse. Au cours des semaines suivantes, quelque 140 chômeurs se sont retrouvés en prison à la suite d'incidents divers. On sait par ailleurs que la police est intervenue en force pour faire évacuer les écoles occupées par les sans-abri, et que certains sinistrés ont été véritablement « déportés ».

Cependant, parallèlement au bâton, la bourgeoisie agite la carotte. Elle essaie de mettre en place des structures de récupération par une refonte de l'espèce de regroupement de chômeurs officiel, cet attrape-nigaud anti-prolétarien contre lequel les chômeurs se sont battus depuis

des mois ; elle essaie de canaliser le mouvement dans les institutions municipales et les associations patronnées par les divers partis qui collaborent avec l'Etat : elle essaie de diviser les prolétaires en s'appuyant sur les vieilles habitudes du « clientélisme », promettant des emplois ou des stages rémunérés aux « gentils » chômeurs inscrits sur telle ou telle « liste » ; elle essaie de diviser les squatters, en montrant quelque tolérance envers ceux qui sont victimes du tremblement de terre et en les opposant aux sans-abri chroniques. Le tout, évidemment, grâce aux partis et syndicats de la collaboration de classe.

On ne peut donc pas se contenter de dénoncer la *violence répressive*, car elle se combine avec la *corruption démocratique* pour briser le mouvement, pour faire croire qu'en renonçant à la lutte et en abandonnant l'avant-garde on pourrait conserver quelques-unes des positions conquises et obtenir certains avantages. Il est évident aussi qu'on ne peut pas lutter contre la répression en se plaçant sur le terrain de la « justice » et de la « démocratie ».

Les besoins mêmes du mouvement le placent devant la nécessité de lutter contre la répression, et cette lutte a un caractère *politique*. Mais il faut voir dans quel sens. En criant « *Nous sommes tous des subversifs !* » la manifestation du 28 février a revendiqué comme siens tous les emprisonnés. Mais il serait faux d'en conclure qu'elle revendiquait leurs positions politiques particulières, ou que le mouvement dans son ensemble se plaçait sur le terrain de la *révolution*. Ce slogan traduisait en fait la juste exigence de défendre *tous* les militants prolétaires frappés par la bourgeoisie, quelle que soit l'organisation à laquelle ils peuvent appartenir. En les défendant, le mouvement de lutte ne défend pas tel parti, mais il se défend *lui-même*.

En effet, le besoin de lutter contre la répression, de se défendre et de défendre ses militants contre l'Etat bourgeois, devient une exigence *primordiale* pour tout mouvement de lutte immédiate. Ce n'est plus une tâche parmi d'autres, mais la condition de la lutte pour les revendications matérielles. En même temps qu'il développe la propagande et l'agitation pour certaines revendications, en même temps qu'il s'efforce de s'organiser en vue de la lutte, le mouvement doit propager, agiter et organiser la *défense prolétarienne de classe*.

Réponse à l'offensive capitaliste

Hyper-réalisme syndical

(Suite de la page 7)

10 mai, les échos qui nous parviennent des entreprises montrent que les travailleurs sont bien plus réalistes que ne le pensent souvent les militants et soucieux d'avancer lentement s'il le faut, mais sûrement. A la bonne heure !

Quant aux perspectives générales, la CFDT saisit l'occasion de signaler que « *même dans une économie socialiste, le marché devrait continuer d'exister* ».

• La CGT

La CGT, elle, avait promis la tempête avec Mitterrand comme avec Giscard. La gauche est passée, le ton a bien baissé, comme le constatent les journaux bourgeois. Plutôt que d'appeler les travailleurs à imposer leurs revendications, la CGT préfère réformer le dictionnaire. « *Dans notre langage syndical*, précisait Krasucki à Pantin le 18 mai, « *immédiat* »,

ça ne veut pas forcément dire tout de suite. C'est souvent quelque chose de plus vague dans le temps » !

Elle a mis une sourdine à ses demandes de négociation globale. « *Il ne faut jamais à aucun moment, attendre que tout se règle par en-haut* » (Krasucki encore le 18 mai). On la dit favorable à un SMIC à 3.500 francs, mais aucune revendication chiffrée ne figurait dans ses textes d'après le 10 mai, où les seules précisions concernent la politique industrielle, les entreprises à ranimer (puisque la CGT continue à présenter ces choix industriels comme les premiers besoins des travailleurs). Elle se contente de critiquer la modicité des demandes de la CFDT... sans plus préciser les siennes « *pour des raisons de courtoisie à l'égard d'un président qui s'apprête seulement à prendre ses fonctions* ». On entend couramment les bonzes CGT dire désormais dans les entreprises « *qu'il ne faut pas rêver* ».

Ce pseudo-réalisme défaitiste cherche à endormir les travailleurs : ils ont besoin, eux, de lutter avec lucidité pour imposer leurs revendications urgentes.

Davantage de démocratie pour huiler les rouages

On peut rendre cette justice à Jacques Delors qu'il a toujours préconisé les mêmes recettes, sous Chaban comme sous Mitterrand-Mauroy pour faire passer les sacrifices nécessaires : dialogue et concertation, austérité sur tapis vert... C'est pourquoi les projets socialistes envisagent d'étendre les formes de concertation démocratique dans l'entreprise, avec l'approbation des syndicats. Extension des droits syndicaux aux entreprises de moins de cinquante salariés, suggère la CFDT ; la CGT, sans avancer de proposition aussi précise, lui emboîte le pas : « L'information et la discussion sont des conditions absolues d'une intervention démocratique des travailleurs, et les conditions d'une solution positive et constructive de tous les problèmes posés (...) La démocratie avec les travailleurs, c'est en soi une forme d'action très efficace » (Krasucki, le 18 mai).

Il y avait à l'origine dans le « Projet socialiste » une disposition précise : don-

ner au comité d'entreprise un droit de veto effectif sur la politique de l'entreprise, en particulier sur les licenciements (actuellement, il n'a qu'une voix consultative). Cela répond bien au vœu maintes fois exprimé par le PC et la CGT de cogérer les « réductions d'effectifs nécessaires ». Mais au lendemain du 10 mai, de sages économistes ont froncé les sourcils : cette disposition, écrit Priouret dans le Nouvel Observateur du 18 mai 1981, « rendrait difficile, sinon impossible, l'exercice de la direction de toute entreprise [...] Personnellement, je puis affirmer que François Mitterrand mettra cette disposition au placard des parties abandonnées du Projet socialiste » !

Les travailleurs sont avertis : cette extension des droits et de la démocratie dans l'entreprise doit servir d'amortisseur social, et on essaiera d'en rogner tout ce qui pourrait fournir un petit point d'appui à une résistance ouvrière à la logique capitaliste.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926